

**Algérie – Tunisie :
Attaf reçu par le
président tunisien
Kaïs Saïed**

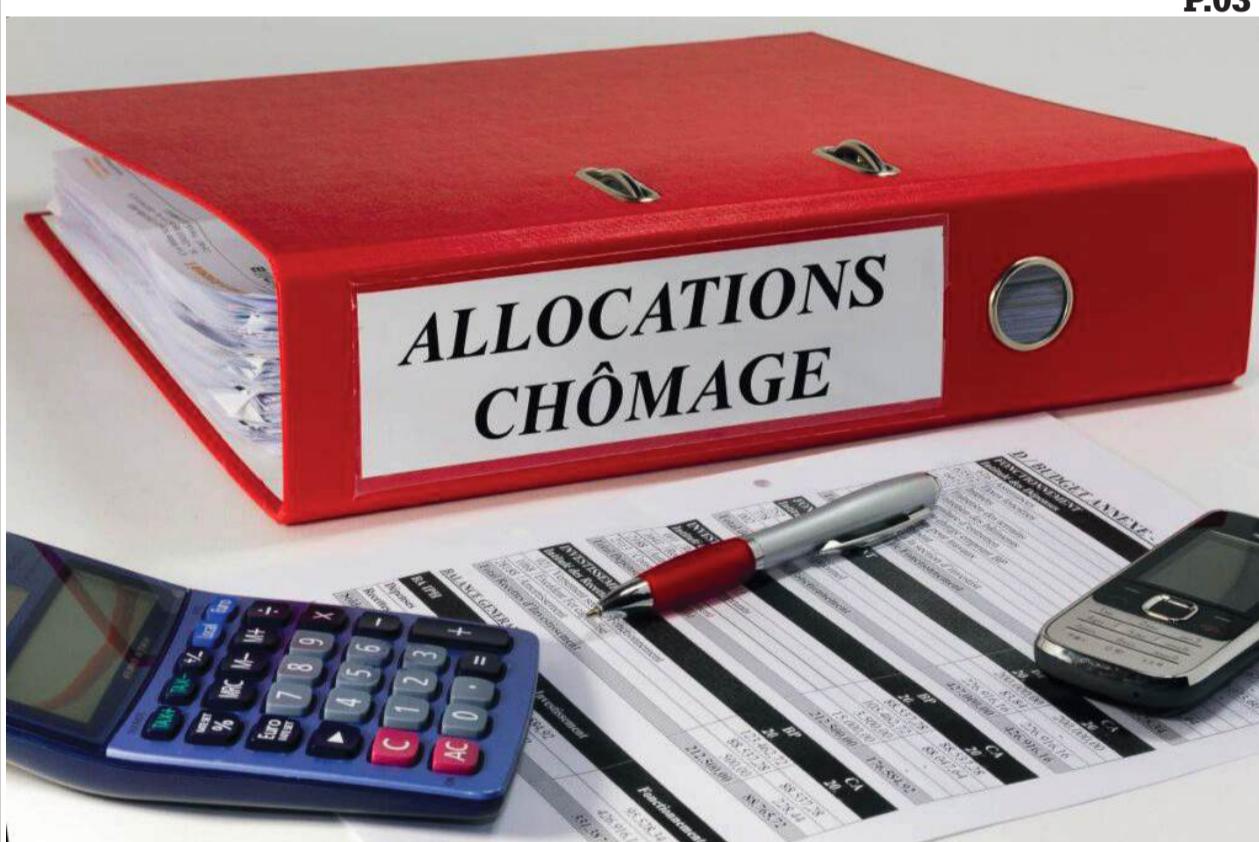
P.02

Retraite anticipée : Un nouveau cadre pour alléger la fin de carrière dans l'Éducation



P.03

**De 15 000 à 18 000 DA :
Tout ce que change la
réforme de l'allocation
chômage en 2026**



P.03

Guichets auto :



Un nouveau service
très pratique désormais
disponible aux GAB
d'Algérie Poste

P.04

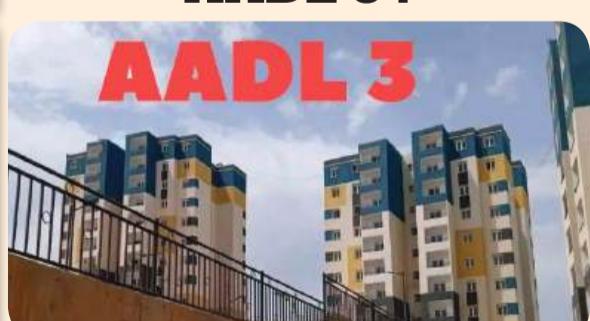
Hadj 2026 :



L'ONPO dévoile la date de
début du paiement
des frais

P.03

AADL 3 :



Après la CNEP-Banque,
la BDL annonce le
financement du paiement
des tranches

P.05

**Annaba/ Réunion de
coordination :
Le wali insiste sur
l'accélération des
projets 2026**



P.06

L'ambassadeur de France Stéphane Romatet désormais déclaré "persona non grata" en Algérie

Le climat diplomatique entre la France et l'Algérie se dégrade de nouveau après un numéro controversé de « Complément d'enquête » diffusé sur France 2. Les autorités algériennes ont vivement réagi, dénonçant un contenu qu'elles jugent être un « tissu de contrevérités profondément offensantes et inutilement provocatrices ». À la suite de cette polémique, une déclaration a particulièrement enflammé les réseaux sociaux ces dernières heures : lors de la dernière émission Hebdo Show Algeria, intitulée « France 2 orientée, extrême droite désorientée et complots émiratis fomentés », diffusée sur la chaîne AL24 News, le chroniqueur et expert en relations internationales, Badis Khenissa, a affirmé que l'ambassadeur de France, Stéphane Romatet, serait

désormais considéré comme « indésirable » en Algérie. Cette décision aurait été motivée par sa participation au numéro polémique de « Complément d'enquête », intitulé « Rumeurs et coups tordus : la guerre secrète France-Algérie ».

Stéphane Romatet déclaré « Persona non grata » en Algérie ?

D'après la chaîne AL24 News, l'ambassadeur de France à Alger, Stéphane Romatet, serait désormais considéré comme « indésirable ». Cette mesure ferait suite à ses récentes interventions médiatiques, notamment dans le documentaire polémique, portant sur l'état des relations bilatérales entre les deux pays.

S'exprimant lors de l'émission hebdomadaire du samedi 25 janvier 2026, Badis Khenissa a affirmé, sans toutefois s'appuyer sur un

communiqué officiel, que « ce type de comportement n'honore ni la diplomatie, ni ses us et ses coutumes ». Bien qu'aucune annonce officielle n'ait été publiée, ces propos visaient directement l'intervention du diplomate sur France 2 jeudi dernier. Par ailleurs, Badis Khenissa a révélé, en s'appuyant sur « des sources privées », que les autorités algériennes auraient également décidé « d'interdire la famille du journaliste Christophe Gleizes de lui rendre visite en prison ». Cette décision aurait été prise au nom du principe de réciprocité, après que « la France a refusé à la famille d'un diplomate algérien, incarcéré sur son sol, le droit de visite ». Pour rappel, le diplomate algérien est emprisonné en France dans le cadre de l'affaire de l'enlèvement présumé du nommé Amir Boukhors, alias Amir DZ. Le journaliste



français, quant à lui, a été condamné par la justice algérienne à sept ans de prison pour apologie de terrorisme. Le MAE dénonce une « véritable agression » contre l'Algérie. Ces événements s'inscrivent dans une période de fortes turbulences diplomatiques persistantes depuis près de deux ans. La crise s'est accentuée récemment suite à la diffusion d'une émission sur France 2, jugée par le ministère des Affaires étrangères comme un tissu de « purs mensonges » et une « véritable agression » contre la souveraineté de l'Algérie. En signe de protestation,

le chargé d'affaires français a été officiellement convoqué à Alger. Le ministère des Affaires étrangères a convoqué le chargé d'affaires français suite à la diffusion sur France 2 d'un documentaire jugé offensant. Alger dénonce un « tissu de contrevérités profondément offensantes et inutilement provocatrices » et souligne l'« extrême gravité » d'une situation perçue comme une agression cautionnée par les autorités françaises.

Le gouvernement pointe du doigt l'implication de l'ambassadeur de France et condamne avec une « extrême vigueur » cette émission, y voyant une volonté de maintenir une crise permanente. En conséquence, l'Algérie avertit qu'elle se « réserve le droit de donner toutes les suites que la gravité de tels agissements pourrait appeler ».

LE HAUT CONSEILLER DE TRUMP, MASAD BOULOS, DE RETOUR EN ALGÉRIE : De nombreux dossiers sur la table

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a reçu ce mardi à Alger Masad Boulos, conseiller de haut niveau du président américain chargé de l'Afrique, des affaires arabes et du Moyen-Orient. Cette visite officielle s'inscrit dans la continuité du dialogue politique entre l'Algérie et les États-Unis et intervient dans un contexte régional particulièrement sensible.

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, Ahmed Attaf s'est entretenu dans un premier temps en tête-à-tête avec Masad Boulos, avant une réunion élargie ayant réuni les membres des délégations algérienne et américaine. Les échanges ont permis de faire un tour d'horizon des relations bilatérales et d'examiner les moyens de les renforcer et de les hisser à un niveau supérieur.

Un dialogue stratégique à consolider

Les deux parties ont souligné l'importance de renforcer le dialogue stratégique entre Alger et Washington, tout en insistant sur la nécessité de préserver la dynamique positive qui caractérise la coopération bilatérale ces dernières années, notamment dans les domaines



économique et commercial. Cette volonté commune traduit l'intérêt des deux pays à approfondir leur partenariat dans un contexte international en mutation.

Au-delà du cadre bilatéral, la rencontre a également été l'occasion d'un échange de vues approfondi sur plusieurs dossiers régionaux majeurs, en particulier les évolutions de la situation en Libye, dans la région du Sahel et du Sahara, ainsi que la question du Sahara occidental.

Une deuxième visite qui ne passe pas inaperçue

La visite de Masad Boulos est la deuxième depuis sa nomination à la suite de la réélection de Donald Trump. L'ambassade des États-Unis en Algérie a d'ailleurs salué cet événement dans un message publié sur ses réseaux sociaux, affirmant se réjouir de « renforcer la coopération et de poursuivre le travail commun en faveur de la paix et de la prospérité dans la région ».

Cette nouvelle visite intervient dans un contexte marqué

par de récentes déclarations de responsables américains évoquant un possible rapprochement entre l'Algérie et le Maroc. En avril dernier, Masad Boulos avait affirmé que l'administration Trump œuvrait à un rapprochement entre les deux pays et cherchait une solution au dossier du Sahara occidental « qui satisfasse les deux parties ». Le Sahara occidental, un dossier central et sensible

Le conseiller américain avait également indiqué que la position américaine sur le Sahara occidental ne constituait pas une « annonce fermée », laissant, selon lui, la porte ouverte au dialogue. Des propos qui avaient suscité de nombreuses réactions, alors que l'Algérie réaffirme régulièrement que la question du Sahara occidental relève d'un processus de décolonisation inachevé et du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux résolutions de l'ONU.

Dans un précédent communiqué, la diplomatie algérienne avait exprimé ses regrets face à la confirmation du soutien américain au plan d'autonomie marocain, rappelant qu'un membre permanent du Conseil de sécurité se doit de respecter le droit international et les résolutions onusiennes.

ALGÉRIE/ONU/COOPÉRATION L'Algérie a investi ses ressources au service de son peuple et constitue un modèle à suivre en matière de développement

Le Secrétaire général adjoint des Nations unies, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) Claver Gatete a affirmé, lundi, que l'Algérie a investi ses ressources au service de son peuple et constitue un exemple à suivre en matière de développement, saluant « le grand progrès » réalisé dans ce domaine. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, soulignant à cet effet : « nous avons beaucoup appris de Monsieur le Président, et cela nous sera d'une grande utilité lors de nos débats avec d'autres dirigeants ».

Il a en outre salué, à cette occasion, les réalisations et les progrès observés, affirmant qu'il tend, à travers sa visite en Algérie, à tirer parti de ses expériences et à renforcer la coopération et la coordination entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Algérie à l'avenir.

Il a ajouté que cette rencontre « riche » était « très importante » car elle a permis de « de prendre connaissance de nombreuses informations précieuses sur l'Algérie », exprimant ses remerciements et sa gratitude au président de la République pour cette opportunité.



Abdelmadjid Tebboune, soulignant à cet effet : « nous avons beaucoup appris de Monsieur le Président, et cela nous sera d'une grande utilité lors de nos débats avec d'autres dirigeants ».

Il a en outre salué, à cette occasion, les réalisations et les progrès observés, affirmant qu'il tend, à travers sa visite en Algérie, à tirer parti de ses expériences et à renforcer la coopération et la coordination entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Algérie à l'avenir.

Il a ajouté que cette rencontre « riche » était « très importante » car elle a permis de « de prendre connaissance de nombreuses informations précieuses sur l'Algérie », exprimant ses remerciements et sa gratitude au président de la République pour cette opportunité.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousetimes.dz
Email: redaction@seybousetimes.dz
contact@seybousetimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'édition et de Publicité, Agence ANEP 01,
AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

« De 15 000 à 18 000 DA » : Tout ce que change la réforme de l'allocation chômage en 2026

Le cadre juridique régissant l'allocation chômage vient de connaître une mise à jour majeure. Le décret exécutif n° 26-87, publié dans le sixième numéro du Journal officiel, apporte des précisions cruciales sur la revalorisation de la prime, les conditions de renouvellement et les nouvelles obligations des bénéficiaires.

L'annonce phare de ce nouveau texte réside dans l'ajustement du montant de l'allocation. Selon l'article 7 de la nouvelle mouture, l'aide financière est désormais fixée à 18 000 dinars algériens par mois. Cette prestation est octroyée pour une durée initiale d'un an,

renouvelable une seule fois sous conditions strictes. Désormais, le versement est garanti pour une période initiale d'un an. Un renouvellement unique est possible, portant la durée totale de perception à deux ans maximum. Cette mesure vise clairement à transformer cette aide en un tremplin vers l'emploi plutôt qu'en un revenu de subsistance permanent.

Réforme de l'allocation

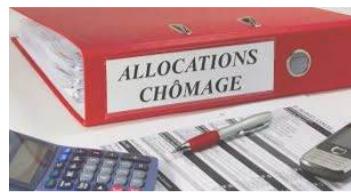
chômage (2026) :

Montant revalorisé, règles durcies et nouvelles obligations
Pour maintenir leurs droits, les demandeurs d'emploi doivent désormais faire preuve d'une

rigueur accrue. Le décret impose : •Le renouvellement semestriel : Chaque bénéficiaire est tenu de confirmer son inscription tous les six mois, soit via la plateforme numérique dédiée, soit en se présentant physiquement auprès de l'agence de l'ANEM de son lieu de résidence.

•La réactivité aux offres : Le refus d'une seule offre d'emploi correspondant aux qualifications du candidat entraîne la suspension de l'aide.

•L'engagement de formation : Les bénéficiaires doivent s'inscrire dans une démarche sérieuse de formation qualifiante. À noter que le versement de la prime est



maintenu durant toute la période d'apprentissage.

L'Etat réaffirme son rôle de protecteur social. Outre l'allocation, les bénéficiaires jouissent d'une couverture santé complète. Le Trésor public prend en charge la cotisation de 7% au titre de la sécurité sociale, assurant ainsi l'accès aux soins pour les demandeurs d'emploi.

Concernant la durée de perception, le texte prévoit une extension

possible pour les bénéficiaires actifs dont l'ancienneté dans le dispositif est inférieure à 24 mois. Toutefois, le décret est formel : la durée totale de l'indemnisation ne peut en aucun cas excéder deux ans.

Afin de garantir l'équité et l'efficacité du dispositif, l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) est chargée de la création et de la mise à jour d'un fichier national intitulé « Primo-demandeurs d'emploi ». Cet outil numérique se veut le garant de la transparence et d'une meilleure orientation des ressources vers les objectifs de développement économique du pays.

Retraite anticipée – Éducation nationale : Les nouvelles conditions fixées par l'État



1983 relative à la retraite, telle que modifiée et complétée.

Bonne nouvelle pour les enseignants :

La retraite anticipée désormais encadrée

Selon les dispositions du texte, les fonctionnaires concernés peuvent demander leur mise à la retraite à partir de 57 ans pour

les hommes et 52 ans pour les femmes. Cette possibilité reste toutefois conditionnée au respect de l'ensemble des critères légaux ouvrant droit à une pension de retraite. Le fonctionnaire doit également être en activité au moment du dépôt de la demande, conformément aux règles établies par le décret.

Le texte précise par ailleurs les modalités administratives à suivre. Le fonctionnaire souhaitant bénéficier de cette mesure doit déposer une demande écrite, datée et signée, auprès de l'établissement dans lequel il exerce ses fonctions. Cette démarche doit impérativement être effectuée durant les trois premiers mois de l'année scolaire, une période jugée nécessaire pour permettre aux autorités compétentes d'anticiper la gestion des ressources humaines et d'assurer la continuité pédagogique.

Retraite anticipée : Un nouveau cadre pour alléger la fin de carrière dans l'Éducation

Autre point important souligné par le décret : l'administration employeuse ne peut en aucun cas refuser une demande de départ à la retraite déposée dans le respect des conditions prévues.

Hadj 2026 : L'ONPO dévoile la date de début du paiement des frais



Alors que les futurs pèlerins algériens entament déjà leurs préparatifs, l'Office national du Hadj et de la Omra (ONPO) a dévoilé la date à laquelle débutera le paiement des frais du Hadj pour la nouvelle saison 1447/2026.

L'Office national du pèlerinage et de la Omra a officiellement annoncé le lancement de la phase de paiement pour la nouvelle saison 1447/2026. Dans un communiqué publié lundi 26 janvier 2026, l'organisme précise que le coup d'envoi de l'opération est fixé au mercredi 28 janvier 2026.

L'ONPO insiste sur l'importance de s'acquitter de ces frais dans les plus brefs délais. L'opération étant soumise à un calendrier rigoureux, tout retard pourrait compromettre la finalisation du dossier et l'obtention des autorisations nécessaires.

Des modalités de paiement diversifiées

Afin de faciliter les démarches administratives des futurs pèlerins, l'ONPO a mis en place plusieurs solutions de paiement sécurisées :

- Paiement en ligne : via la plateforme numérique dédiée « Bawabet El Hadj DZ », en utilisant les cartes bancaires nationales (CIB ou la carte Edahabia d'Algérie Poste) ;
- Via les TPE : directement au niveau des agences de la Banque d'Algérie, également par carte CIB ou Carte Edahabia ;
- Méthodes classiques : le paiement reste possible par chèque bancaire certifié ou en espèces.

« Les citoyens concernés sont invités à effectuer le paiement le plus tôt possible pour éviter tout imprévu pouvant impacter le parachèvement des procédures », lit-on dans le communiqué de l'Office national du Hadj et de la Omra (ONPO).

Pour rappel, l'organisme a précédemment dévoilé la liste des

agences de la Banque d'Algérie agréées pour l'organisation de cette opération.

Voici à combien s'élève le nouveau coût du Hadj

Sous instruction du président Abdelmadjid Tebboune, l'Etat a décidé d'alléger la charge financière des pèlerins pour la saison 2026. Une aide directe de 10 millions de centimes est désormais octroyée à chaque candidat, faisant chuter le coût total du Hadj de 92 à 82 millions de centimes.

Parallèlement à ce soutien financier, une mesure inédite a été mise en place avec le déblocage d'un quota exceptionnel de 2 000 carnets. Ce dispositif s'adresse spécifiquement aux citoyens âgés de 70 ans et plus ayant échoué au tirage au sort au moins dix fois par le passé. Cette initiative vise à mettre fin à l'attente prolongée de nos aînés en leur offrant une voie d'accès prioritaire et dédiée.

ALGÉRIE TÉLÉCOM CHANGE DE PDG : Le ministre Zerrouki installe le nouveau dirigeant

L'opérateur public des télécommunications ouvre un nouveau chapitre de sa gouvernance. Ce lundi 26 janvier, Algérie Télécom a officiellement installé son nouveau président-directeur général, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Poste et des Télécommunications.

Une passation de relais qui intervient dans un contexte où les enjeux liés aux infrastructures numériques et à la qualité des services restent au cœur des attentes des citoyens. Un nouveau PDG pour Algérie Télécom, installé sous l'égide du ministère

La cérémonie d'installation s'est déroulée ce lundi 26 janvier, sous la présidence du ministre Sid Ali Zerrouki. Abdelghani Aït Saïd a

été officiellement nommé PDG d'Algérie Télécom.

L'événement s'est tenu en présence des responsables des institutions et organismes relevant du secteur, ainsi que des membres du conseil d'administration de l'entreprise publique. Une configuration qui souligne l'importance accordée à cette transition au sommet de l'opérateur historique des télécommunications en Algérie.

À cette occasion, le ministre a adressé ses félicitations au nouveau PDG, saluant « la confiance qui lui a été accordée » et lui souhaitant « plein succès dans ses nouvelles fonctions ».

Le rôle stratégique d'Algérie Télécom rappelé par le ministre

Lors de son intervention, Sid

Ali Zerrouki a tenu à rappeler la place centrale qu'occupe Algérie Télécom dans la stratégie nationale du secteur. Le ministre a insisté sur « le rôle central que joue Algérie Télécom dans le développement de l'infrastructure des communications ». Tout en mettant l'accent sur l'amélioration continue de la qualité des services fournis aux citoyens. Il a également souligné l'importance de l'entreprise dans l'accompagnement du processus de transformation technologique et numérique que connaît le pays, un chantier qui mobilise fortement les acteurs publics des télécommunications.

Qui est Abdelghani Aït Saïd ? Un profil issu de l'intérieur

Avant sa nomination à la tête



de ses fonctions le 25 décembre 2025. Ce dernier avait été nommé PDG d'Algérie Télécom en février 2022.

Une transition managériale dans un contexte d'attentes élevées

Ce changement à la tête d'Algérie Télécom intervient alors que l'opérateur fait face à des attentes fortes. Tant sur le plan du déploiement des infrastructures que sur celui de la qualité de service et de la modernisation des réseaux.

La nomination d'Abdelghani Aït Saïd marque ainsi une nouvelle étape pour l'entreprise publique. Appelée à poursuivre ses missions dans un environnement technologique en constante évolution. Sous la supervision directe du secteur de la Poste et des Télécommunications.

Un nouveau service très pratique désormais disponible aux GAB d'Algérie Poste



Algérie Poste introduit une fonctionnalité destinée à faciliter le suivi quotidien des comptes courants postaux. Les usagers peuvent désormais consulter un relevé condensé des dix dernières opérations directement depuis les guichets automatiques (GAB), sans passer par un bureau de poste.

Pensé pour répondre à un besoin pratique, ce service permet de vérifier rapidement les mouvements récents du compte, à tout moment de la journée.

Algérie Poste active l'extraction des dix dernières opérations via GAB

L'accès à ce relevé s'effectue à l'aide de la carte classique (Edahabia), en quelques manipulations sur les distributeurs d'Algérie Poste. Le guichet automatique fournit un extrait clair des dernières transactions. Utile pour contrôler un retrait, un virement ou le solde après une opération.

Cette option vise à réduire les démarches au guichet pour des consultations simples. Tout en offrant plus d'autonomie aux détenteurs de comptes CCP.

En s'appuyant sur son réseau de guichets automatiques, Algérie Poste renforce l'accès aux services en libre-service. Cette fonctionnalité permet aux usagers de consulter leurs dernières

opérations sans dépendre des horaires d'ouverture. Ce qui répond notamment aux périodes de forte affluence dans les bureaux postaux.

Avec cette nouvelle option

accessible aux guichets

automatiques, Algérie Poste

facilite le suivi des comptes

CCP et allège les démarches

courantes. Une évolution qui

s'inscrit dans une logique de

simplification progressive

des services postaux.

Transfert CCP-banques :

Algérie Poste avance sur

Baridi Mob

Dans la même dynamique

de modernisation, Algérie

Poste a annoncé récemment

le lancement d'un service de

transfert d'argent depuis les

comptes courants postaux vers

les comptes bancaires, accessible

directement via l'application Baridi Mob.

Présenté par le ministre

de la Poste et des

Télécommunications,

ce dispositif, développé

en coordination avec les

banques et la SATIM, vise à

permettre des virements sans

passage par les guichets.

Actuellement en phase de

tests techniques, le service

devrait entrer en exploitation

bientôt. Avec pour objectif de

renforcer l'interconnexion

entre les systèmes postal et

bancaire et de simplifier les

opérations financières des

usagers.

FRANCE : À l'approche du Ramadan, une pétition « contre le halal » ravive la polémique

À l'approche du Ramadan, la question du Halal suscite à nouveau de vifs débats en France. Les récentes initiatives de grandes enseignes, comme KFC, qui teste une offre Halal dans 24 points de vente, et Carrefour, qui communique sur ses nouvelles boucheries dédiées, ont remis le sujet sous les projecteurs.

Si ces stratégies visent à répondre à une demande croissante, elles provoquent également des réactions de rejet, illustrées par le lancement de pétitions « contre le halal ».

L'expansion du marché halal ne fait pas l'unanimité en France. Si cette offre croissante répond aux besoins de la communauté musulmane, elle suscite de vives oppositions chez d'autres citoyens. C'est le cas de Bruno, l'initiateur d'une pétition intitulée « Attention, danger : généralisation du Halal en France ». Ce mouvement de contestation semble trouver un certain écho : comme l'a rapporté Romain Désarbre lors de la matinale de CNews le 23 janvier 2026, le texte a déjà recueilli plus de 16 000 signatures.

Une pétition « contre le Halal », déjà



avec plus de 16 000 signataires en France

Bruno précise que son mécontentement ne vise pas directement les produits halal, mais plutôt le manque d'information des consommateurs. Tout a commencé par une « déception culinaire » : alors c'est parti d'une anecdote qui m'a fait constater qu'on pouvait acheter de la viande halal sans le savoir. J'ai cuisiné un gigot d'agneau un soir et, de l'avis de tout le monde, il était moins goûteux et plus sec que d'habitude. Et, un des invités musulmans nous a confirmé qu'il s'agissait plus que très probablement d'un gigot halal », raconte-t-il.

Pour le lanceur de la pétition, la démarche ne révèle pas d'une hostilité de principe envers les produits halal, mais d'une question de « transparence » : « J'ai regardé évidemment un petit

peu sur internet et j'ai constaté, sauf erreur, qu'il n'y avait aucune législation qui obligeait la distribution, tout comme visiblement les fast-foods, puisque c'est en plein dans l'actualité, de mentionner qu'il s'agit de viande halal ou pas ».

Le lancement de cette pétition intervient également après une campagne haineuse visant l'enseigne de grande distribution Carrefour. L'annonce sur TikTok de l'ouverture d'une boucherie halal au Carrefour de Sartrouville (Yvelines) a déclenché un déferlement de haine sur les réseaux sociaux, marqué par des commentaires racistes et des fausses informations.

Pourtant, cette stratégie n'est pas nouvelle : l'enseigne est présente sur ce marché depuis 2010 avec sa propre marque. Ce secteur est d'ailleurs strictement encadré par les législations française et européenne, et la viande vendue bénéficie de certifications officielles garantissant le respect des normes d'abattage. Carrefour n'est pas un cas isolé, puisque la plupart des grandes enseignes de distribution proposent également ces produits depuis de nombreuses années.

6e édition du "Ramadhan au Palais" du 12 février au 14 mars au Palais des expositions

La 6ème édition de l'exposition commerciale "Ramadhan au Palais" se tiendra du 12 février au 14 mars au Palais des expositions des Pins Maritimes (Alger), a annoncé, mercredi, dans un communiqué, la société algérienne des foires, filiale du groupe Safex.

Cette exposition, qui sera organisée à l'occasion du mois de Ramadhan, compte parmi les plus importantes manifestations commerciales saisonnières, connaissant une large affluence de visiteurs, grâce à l'espace commercial organisé, global et complet qu'elle offre pour l'exposition et la commercialisation de plusieurs produits à des prix exclusifs et adaptés, garantissant ainsi une expérience positive tant pour les exposants que pour les visiteurs.

Elle vise également à soutenir l'activité



commerciale et artisanale, à encourager le produit national et à renforcer les contacts directs entre les exposants et les consommateurs, outre sa contribution à la dynamisation de l'activité économique durant cette occasion religieuse, dans un cadre économique permettant au client d'acquérir les produits dont il a besoin aux meilleurs prix et à même de renforcer son pouvoir d'achat.

Par ailleurs, cet espace constitue une opportunité pour l'exposition d'une large variété de produits, notamment ceux connaissant une forte demande durant le mois de Ramadhan, tels que les fruits et légumes, les produits alimentaires de tous types, les viandes, la vaisselle, les articles et produits de nettoyage, les vêtements prêt-à-porter et les appareils électroménagers, ainsi que d'autres produits traditionnels et artisanaux, ajoute la même source.

A cette occasion, la société algérienne des foires a annoncé le début des inscriptions pour la participation à cet événement, invitant l'ensemble des commerçants et artisans souhaitant y participer à s'inscrire sur la plateforme dédiée à cet effet: "registration.safex.dz", conclut le communiqué.

Agroalimentaire : L'Algérie met en place un nouveau pôle industriel dans cette wilaya

L'Algérie poursuit sa stratégie de valorisation du secteur agroalimentaire. L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a annoncé, ce mardi, le lancement d'un nouveau pôle industriel. Ce dernier est dédié aux industries de transformation alimentaire dans la wilaya d'Aïn Defla, une région à fort potentiel agricole.

Selon un communiqué de l'Agence, ce nouveau pôle prévoit la mise à disposition de douze (12) assiettes foncières relevant du domaine privé de l'État, spécialement destinées à accueillir

des projets d'investissement dans les industries agroalimentaires.

Un foncier aménagé au cœur d'une zone d'activités

Les terrains concernés sont situés au niveau de la zone d'activités El Karma - Tiberkanine, dans la wilaya d'Aïn Defla. Leurs superficies varient entre 4 000 et 34 000 mètres carrés, offrant ainsi des possibilités d'investissement adaptées aussi bien aux petites qu'aux grandes unités industrielles. Ce pôle est conçu pour abriter un écosystème industriel spécialisé dans les industries de transformation alimentaire, incluant l'ensemble des activités

connexes telles que la conserve, la transformation, l'emballage, le conditionnement, le stockage, la conservation et le froid industriel.

Un projet coordonné avec les acteurs du secteur agricole

La mise en place de ce pôle a été réalisée en coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi qu'avec les autorités locales de la wilaya d'Aïn Defla. Cette approche vise à garantir la cohérence du projet avec les plans de développement nationaux et les spécificités économiques et agricoles locales.

L'objectif de cette approach est



de renforcer la chaîne de valeur agricole, réduire les pertes post-récolte, améliorer la transformation locale des produits agricoles et créer de nouvelles opportunités d'emploi dans la région.

Vers la généralisation des pôles agroalimentaires

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement a également

indiqué que des pôles similaires sont en cours de préparation dans d'autres wilayas du pays, dans le cadre de la politique de l'État visant à soutenir les investisseurs et à encourager l'investissement productif, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des industries agroalimentaires.

Dans ce contexte, l'AAPI invite les investisseurs intéressés par ce nouveau pôle industriel à consulter l'offre foncière disponible via la plateforme numérique dédiée aux investisseurs. Les informations détaillées ainsi que le dépôt des demandes se font exclusivement en ligne.

Grâce à TOSYALI, l'Algérie signe un nouveau record mondial de production en 2025

Le complexe sidérurgique Tosyali Algérie vient de franchir un cap historique en établissant un nouveau record du monde de production de fer de réduction directe (DRI). Avec 2,43 millions de tonnes produites en 2025, l'entreprise consolide la position de l'Algérie comme acteur majeur de l'acier vert à l'échelle internationale.

C'est une performance sans précédent dans l'industrie sidérurgique mondiale. Selon un communiqué officiel de l'entreprise, l'unité de production de fer de réduction directe (DRI) de Tosyali Algérie a atteint un volume annuel de 2,43 millions de tonnes en 2025.

Ce chiffre constitue un nouveau standard mondial pour une seule unité de réduction directe, une prouesse d'autant plus remarquable qu'elle a été réalisée dès sa première année d'exploitation.

Tosyali Algérie : Un leadership technologique confirmé



L'excellence du complexe d'Oran ne s'arrête pas là. Alors que la deuxième unité (fournie par Midrex Technologies et Paul

Wurth) décroche la première place mondiale, la première unité du complexe s'est hissée au troisième rang mondial en termes

de production annuelle. Cette double performance place Tosyali Algérie parmi les sites les plus performants et les plus vastes au monde en matière de production intégrée de DRI.

Dotées d'une technologie de pointe, ces installations offrent une flexibilité opérationnelle stratégique, permettant de produire aussi bien du fer de réduction directe chaud (HDRI) que froid (CDRI). Surtout, elles s'inscrivent dans une démarche écologique : bien que fonctionnant actuellement au gaz naturel, elles sont conçues pour basculer vers une utilisation à 100 % d'hydrogène après une simple adaptation technique.

Pour Fuat Tosyali, président du conseil d'administration de Tosyali Holding, ce succès valide une stratégie visionnaire. « Nous poursuivons nos investissements en Algérie afin de réduire les émissions de carbone », a-t-il déclaré.

Il souligne également que si de nombreux groupes européens

annoncent aujourd'hui des projets dans le DRI, Tosyali a été le premier à passer à l'acte, à finaliser ses installations et à démarrer une production effective à grande échelle.

Sidérurgie : Record mondial pour « Tosyali Algérie »

Au-delà des chiffres, ce record symbolise la transformation économique du pays. L'Algérie, autrefois importatrice nette de produits sidérurgiques, s'affirme désormais comme un exportateur clé d'acier de haute qualité. Tosyali Algérie demeure à ce jour le plus grand complexe industriel du pays hors secteur des hydrocarbures et représente le plus important investissement turc à l'étranger. Avec près de 15 000 employés et une présence sur trois continents, le groupe Tosyali (classé 46e producteur mondial en 2024 par la World Steel Association) confirme son ambition : devenir le leader incontesté de la sidérurgie durable dans le bassin méditerranéen et en Europe.

AADL 3 : Une nouvelle banque annonce le financement des tranches

Bonne nouvelle pour les souscripteurs à la formule location-vente AADL 3. Le dispositif de financement des logements vient d'être renforcé avec l'entrée en lice d'une nouvelle institution bancaire. Il s'agit de la Banque de développement local (BDL), qui va désormais assurer le financement du paiement des cinq tranches liées à l'acquisition des logements AADL, toutes typologies confondues.

L'annonce a été faite par le directeur général de la BDL, Mohamed Moubarak, lors d'une déclaration accordée à la Radio nationale. À travers cette intervention, le premier responsable de la banque a tenu à informer officiellement les souscripteurs concernés

du lancement effectif de cette opération. « Je porte à la connaissance des souscripteurs du logement AADL 3 que la BDL va commencer à financer le paiement des tranches pour l'acquisition du logement à partir d'aujourd'hui », a-t-il affirmé.

Selon le DG de la BDL, les souscripteurs intéressés par ce financement sont invités à se rapprocher des différentes agences de la banque afin de déposer leurs dossiers de demande. Cette mesure concerne l'ensemble des logements du programme AADL 3, sans distinction de typologie, qu'il s'agisse de logements F3 ou F4. Une précision qui devrait rassurer de nombreux bénéficiaires, notamment ceux qui s'interrogeaient sur l'éligibilité

de leur logement à ce type de financement.

Conditions d'accès au financement

Toutefois, le directeur général de la BDL a tenu à apporter une précision importante concernant les conditions d'accès à ce dispositif. « Le plus important pour un demandeur du financement des tranches est de déposer un engagement de domiciliation de salaire auprès de la BDL », a-t-il souligné. Cette exigence constitue l'élément clé du dossier et conditionne l'acceptation de la demande de financement.

En conclusion, le responsable de la banque a insisté sur le caractère inclusif de cette mesure. « Ce financement concerne tous les souscripteurs, sans exception »,



a-t-il assuré, mettant ainsi fin aux rumeurs faisant état de restrictions ou de critères limitatifs.

Outre la banque CNEP, qui a déjà proposé un financement avec un taux de bénéfice bonifié de 1%, les souscripteurs disposent désormais d'une alternative supplémentaire pour honorer le paiement des

tranches, ce qui devrait contribuer à faciliter l'accès au logement et à alléger la pression financière sur de nombreux ménages. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique globale visant à accompagner les bénéficiaires et à accélérer la concrétisation du programme AADL.

ANNABA / Réunion de coordination : Le wali insiste sur l'accélération des projets 2026

**S.F**

Le wali, Abdelkrim Lamouri, a présidé avant-hier soir, une réunion de travail au siège de la wilaya, en présence des responsables locaux et des cadres exécutifs concernés. L'objectif principal de cette rencontre a porté sur l'étude et la validation des projets proposés pour être inscrits au programme de

soutien au développement social et économique, ainsi qu'au titre des aides du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, pour l'année 2026, au profit de la commune d'Annaba. La réunion a débuté par une présentation détaillée de la direction de l'administration locale, qui a exposé les différents projets programmés, les structures chargées de

leur réalisation ainsi que les enveloppes financières allouées à chaque opération. À l'issue de cette présentation, le wali a formulé plusieurs orientations et recommandations visant à renforcer l'efficacité des actions de développement.

Le wali a insisté sur le respect strict des procédures administratives et sur les délais d'exécution des projets. Il a

également souligné la nécessité d'établir un planning précis pour la réalisation des travaux, afin de garantir un déroulement optimal avant la saison estivale. Dans ce contexte, il a appelé à accélérer l'achèvement des chantiers afin de préparer l'accueil des visiteurs et des estivants dans de bonnes conditions.

Le wali a enfin mis l'accent sur l'importance d'une coordination

efficace entre les services de la wilaya et ceux de la commune, afin d'assurer la bonne mise en œuvre des projets programmés et d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Cette réunion s'inscrit dans la continuité des efforts engagés par les autorités locales pour renforcer le développement social et économique de la région.

ANNABA / Service public Réceptions du wali-délégué au profit des citoyens et des associations

**Imen.B**

Dans le cadre de la politique de proximité et de la démarche participative adoptée par les autorités locales, le wali-délégué de la circonscription administrative de la nouvelle ville a procédé, lundi passé, à une série de réceptions au profit des citoyens et des représentants d'associations, afin d'écouter leurs préoccupations et de s'enquérir des difficultés rencontrées au quotidien. Ces rencontres se sont déroulées dans un climat de

dialogue ouvert et responsable, permettant aux citoyens et aux acteurs associatifs d'exposer librement leurs préoccupations sociales, administratives et de développement local. Le wali-délégué a accordé une attention particulière à chaque doléance soulevée, réaffirmant l'importance de la concertation et de l'écoute directe comme base essentielle pour une prise en charge efficace des préoccupations des citoyens. À cet effet, des instructions ont été émises aux services concernés

afin d'étudier les dossiers présentés, d'apporter les solutions appropriées dans le cadre de la réglementation en vigueur, et d'assurer un suivi rigoureux des demandes formulées. Ces réceptions traduisent la volonté des pouvoirs publics de renforcer le lien entre l'administration et le citoyen, de promouvoir la transparence et de contribuer à l'amélioration continue du service public, en tenant compte des attentes et des besoins réels de la population.

Le Chef de daïra d'Annaba en visite inopinées au niveau des structures pour s'enquérir des prestations du service public

Imen.B

Dans le cadre des visites inopinées dédiées au suivi du service public, le Chef de daïra a effectué, lundi passé, une sortie de terrain au niveau de la cité Seybouse, afin de s'enquérir du fonctionnement de plusieurs structures administratives de proximité. Cette visite a concerné notamment le siège de la sûreté urbaine de Seybouse, la salle multiservices ainsi que le bureau de poste. L'objectif de cette

démarche est de s'assurer de la qualité des prestations fournies au public, du bon accueil, et de la prise en charge optimale des demandes et doléances, dans le respect des normes de service public. À cette occasion, le Chef de daïra a échangé avec les responsables et agents de ces structures, tout en rappelant l'importance de la disponibilité, de la rigueur professionnelle et du sens du service dans le traitement des sollicitations des citoyens. Il a

également insisté sur la nécessité de renforcer l'amélioration continue du service public, afin de répondre efficacement aux attentes des administrés. Cette visite s'inscrit dans une démarche visant à rapprocher l'administration du citoyen, à évaluer sur le terrain le fonctionnement des services publics, et à redresser les insuffisances constatées, dans le but d'assurer un service public de qualité, transparent et performant.



ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA

La police met fin aux activités d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le vol de véhicules

Imen.B

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, et dans le contexte du renforcement de la coordination opérationnelle entre les unités de la sûreté de wilaya d'Annaba, la police judiciaire de la wilaya, représentée par la brigade de lutte contre le vol de véhicules et la brigade de recherche et d'intervention (BRI), a réussi à démanteler un réseau criminel organisé spécialisé dans le vol de véhicules. Les



faits remontent à la réception, par les services de sécurité de la wilaya, d'un signalement aux alentours de 23h15, faisant état du vol d'un véhicule sous la menace d'une arme blanche prohibée. Suite à cette alerte, les deux brigades susmentionnées sont intervenues immédiatement,

et ont pu, en un temps record, procéder à la récupération du véhicule volé, ainsi qu'à la saisie d'une autre voiture utilisée dans les activités criminelles et d'une arme blanche prohibée ayant servi lors des actes délictueux. L'opération s'est soldée par l'arrestation de deux individus multirécidivistes, âgés de 25 et 31 ans. Lors de la fouille, les services de police ont également découvert en possession de l'un des suspects une bouteille contenant un liquide stupéfiant. Les investigations approfondies

menées par la brigade de lutte contre le vol de véhicules, sous la supervision du parquet territorialement compétent, ont permis l'identification et l'interpellation du troisième complice, un individu âgé de 52 ans, complétant ainsi le démantèlement du réseau. Après l'achèvement de l'ensemble des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la république près le tribunal d'Annaba pour les chefs d'accusation suivants Port d'arme blanche de sixième catégorie

sans motif légitime, coups et blessures volontaires avec usage d'arme blanche, violences et agressions avec prémeditation, extorsion, vol avec circonstances aggravantes (pluralité d'auteurs, commission de nuit et utilisation d'un véhicule). Par ailleurs, un dossier judiciaire distinct a été établi à l'encontre de l'un des suspects, pour le chef d'accusation de détention de substances psychotropes à des fins de présentation à autrui, suite à la découverte du liquide stupéfiant en sa possession.

ANNABA / CHETAIBI

Suivi des préparatifs en prévision du mois sacré de Ramadan

Imen.B

En application des orientations du Chef de daïra de Chetaïbi, Walid Zernadji et dans le cadre des préparatifs liés à la célébration du mois sacré de Ramadhan, une sortie de terrain a été organisée au niveau de l'ensemble des mosquées de la commune. Cette opération a été menée par une commission composée du vice-président chargé de l'environnement et du cadre de vie, du délégué-communal d'El Euzla, d'un représentant de la structure communale de l'hygiène et de la santé, des chefs de services annexes, des imams des mosquées, ainsi que des représentants des comités des mosquées. La sortie a permis d'effectuer une inspection globale de l'état

des lieux de culte, en vue de recenser les actions nécessaires à entreprendre, notamment en matière de nettoyage intérieur et extérieur, d'embellissement, d'amélioration de l'hygiène, et de mise à niveau des espaces d'accueil des fidèles. Cette démarche s'inscrit dans une volonté commune de préparer les mosquées dans les meilleures conditions, afin d'assurer aux citoyens un cadre propice au recueillement et à la pratique religieuse durant le mois béni de Ramadhan. Les autorités locales ont souligné l'importance de la coordination entre les différents acteurs, tout en appelant à la mobilisation collective pour garantir la réussite de ces opérations et offrir aux fidèles un environnement propre, sécurisé et accueillant.



ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENMOSTEFA BENAOUEDA"

Suivi des travaux de renforcement du réseau d'éclairage public

Imen.B

Dans le cadre du suivi de terrain des projets de développement local, le wali-délégué de la circonscription administrative de la nouvelle ville, "Benaouda Benmostefa" accompagné du directeur de l'entreprise d'aménagement de

ladite localité, a effectué une visite d'inspection au niveau des travaux de renforcement de l'éclairage public sur la voie secondaire reliant la cité "2500 logements" à celle des "1000 logements". Cette sortie de terrain a permis de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux, destinés à améliorer la sécurité des usagers de la route, le confort des citoyens et la

qualité du cadre de vie, notamment durant la période nocturne. À cette occasion, le wali-délégué a insisté auprès de l'entreprise chargée de la réalisation sur la nécessité de respecter scrupuleusement les normes techniques en vigueur, tout en veillant à la remise en état de la chaussée et de l'ensemble du tronçon concerné, après l'achèvement des travaux, afin

de préserver l'infrastructure routière et garantir la sécurité des riverains. Cette démarche s'inscrit dans la volonté des autorités locales de suivre de près les chantiers en cours, d'assurer une exécution de qualité des projets publics et de répondre efficacement aux préoccupations des citoyens en matière d'aménagement urbain et de services de base.



ANNABA / EDUCATION NATIONALE

Recrutement des enseignants un chiffre élevé

S.F

La Direction de l'éducation de la wilaya d'Annaba a annoncé l'enregistrement de plus de 21.000 candidatures au concours de recrutement des enseignants, organisé sur la base du mérite. Cette forte affluence témoigne de l'intérêt croissant pour les métiers de l'enseignement.

Pour cette opération, 91 postes budgétaires ont été ouverts, dont 10 réservés aux personnes aux besoins spécifiques, dans le respect des principes d'équité et d'inclusion. La date du concours n'a pas encore été arrêtée, celle-ci étant subordonnée à la finalisation de l'étude des dossiers par les services concernés. Le directeur de l'éducation a assuré

que toutes les procédures se déroulent dans un climat de transparence et de rigueur, conformément à la réglementation en vigueur. Seuls les candidats remplissant l'ensemble des conditions exigées seront autorisés à passer les épreuves. Par ailleurs, le responsable du secteur a évoqué les efforts engagés pour adapter la carte scolaire à

la croissance démographique. Plusieurs projets de réalisation de nouvelles infrastructures éducatives sont programmés pour la rentrée 2026-2027, notamment des écoles primaires, des collèges et des lycées, afin de réduire la surcharge dans les établissements existants et d'améliorer les conditions de scolarisation.



EL TARF :

Lancement de la troisième phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite à Drean

S.F

La troisième phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite a été officiellement lancée au niveau de la polyclinique Chbita Mokhtar, relevant de l'Établissement Public de Santé de Proximité (EPSP) de Drean, et ce en présence de la superviseuse de wilaya, la docteure Ouchène Hanan.

Cette nouvelle étape s'inscrit

dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre les maladies infantiles, visant à éradiquer définitivement la poliomyélite et à renforcer l'immunité collective chez les enfants ciblés par cette campagne. Le lancement s'est déroulé dans de bonnes conditions organisationnelles, grâce à la mobilisation des équipes médicales et paramédicales.

À cette occasion, la docteure

Ouchène Hanan a souligné l'importance du respect du calendrier vaccinal et de la poursuite des efforts de sensibilisation auprès des parents, afin d'assurer une couverture vaccinale optimale. Elle a également salué l'engagement des personnels de santé mobilisés sur le terrain, qui œuvrent quotidiennement pour la protection de la santé publique.

Les responsables de l'EPSP de

Drean ont, pour leur part, mis en avant les moyens humains et logistiques déployés pour garantir le bon déroulement de cette phase, notamment à travers l'organisation de séances de vaccination au niveau des structures de santé de proximité, ainsi que des actions de sensibilisation ciblées.

Cette troisième phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite confirme



l'engagement des autorités sanitaires à préserver la santé des enfants, considérée comme une priorité nationale, et à consolider les acquis du système de santé publique en matière de prévention.

ANNABA :

Accueil organisé de la délégation universitaire de Souk Ahras en vue du championnat régional de basketball

S.F

Dans le cadre du renforcement de la coopération interuniversitaire et de la promotion des activités sportives universitaires, la Direction des Œuvres Universitaires de Sidi Amar – Annaba, relevant de l'Office National des Œuvres Universitaires, a assuré l'accueil de la délégation féminine de la Direction des Œuvres Universitaires de Souk Ahras, et ce dans des conditions jugées satisfaisantes et une organisation rigoureuse.

La délégation hôte a été reçue au niveau de la résidence universitaire Chlef Sidi Amar « Chahid Dali Ali », où l'ensemble des moyens humains

et logistiques nécessaires ont été mobilisés afin de garantir le confort, la sécurité et le bon déroulement du séjour. Cette opération s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la participation à la compétition régionale de basketball, dont le lancement est prévu aujourd'hui à la cité universitaire d'Annaba. À cette occasion, les services de la Direction des Œuvres Universitaires de Sidi Amar ont veillé à la mise en place d'un dispositif d'accueil exemplaire, incluant l'hébergement, l'orientation et l'accompagnement de la délégation sportive, en coordination avec les différentes structures concernées. Cette démarche témoigne de l'engagement constant



de la direction à offrir un environnement propice à l'épanouissement des étudiantes et à la réussite des manifestations sportives universitaires. Cette rencontre sportive régionale constitue un rendez-vous important pour la promotion du sport universitaire féminin, en tant que levier d'intégration, de discipline et de développement personnel. Elle vise également à renforcer les liens d'échange et de fraternité entre les étudiantes

issues des différentes wilayas participantes, dans un esprit de compétition saine et de fair-play. Les responsables du secteur ont souligné que de telles initiatives s'inscrivent pleinement dans la stratégie de l'Office National des Œuvres Universitaires, qui accorde une place centrale aux activités culturelles et sportives, considérées comme un complément essentiel au parcours académique des étudiants. Le sport universitaire demeure, à ce titre, un outil privilégié pour la détection des talents et la valorisation des compétences étudiantes à l'échelle régionale et nationale. À travers cette organisation maîtrisée, la Direction des Œuvres Universitaires de Sidi Amar – Annaba réaffirme

sa capacité à accueillir des événements d'envergure régionale, tout en mettant en avant les valeurs de solidarité, de coopération et de service public. La réussite de cet accueil reflète également l'effort collectif des équipes administratives et techniques mobilisées pour assurer le succès de cette manifestation sportive.

La compétition régionale de basketball, qui débutera officiellement demain, promet ainsi d'être un espace d'émulation sportive et de rapprochement entre les communautés universitaires, contribuant à dynamiser la vie étudiante et à promouvoir l'image de l'université algérienne.

Annaba mise sur le liège La filière forestière vise 3.850 quintaux en 2026

Sara Boueche

La wilaya d'Annaba s'apprête à enregistrer une production prévisionnelle de 3.850 quintaux de liège au titre de la campagne 2026, lancée au début de l'été dernier, selon des informations fournies par la Conservation des forêts. Cette récolte concerne principalement trois grands massifs forestiers situés dans les communes de Seraïdi, Chétaibi et Oued El Aneb, où des moyens humains et logistiques conséquents ont été mobilisés afin d'assurer le bon déroulement de l'opération. La répartition de cette production met en évidence le rôle stratégique du massif de l'Edough. La commune de Seraïdi devrait fournir près de 1.000 quintaux, tandis que 2.700 quintaux sont attendus à Oued El Aneb. À lui seul, le massif

de l'Edough s'étend sur environ 40.000 hectares, composés non seulement de chêne-liège, mais aussi de hêtre, d'eucalyptus et d'autres essences forestières à valeur économique.

Au total, les forêts de la wilaya d'Annaba couvrent une superficie estimée à 73.000 hectares, répartis sur ces trois communes. En termes d'étendue, elles figurent parmi les plus importantes de la région Est du pays. Cette richesse forestière constitue une ressource stratégique à forte valeur ajoutée, tant pour l'économie locale que nationale, tout en jouant un rôle essentiel dans la préservation de la biodiversité et de la faune.

Le liège produit alimente plusieurs industries régionales, tandis que les excédents sont destinés à l'exportation.

Toutefois, ce segment clé de l'économie forestière a connu un net recul ces dernières années. Les incendies ayant ravagé des dizaines d'hectares dans les principales zones de production, la raréfaction de la main-d'œuvre qualifiée, l'état parfois dégradé des peuplements et les limites des capacités de transformation ont contribué à fragiliser la filière.

Face à cette situation, les pouvoirs publics ont engagé une série de mesures visant à relancer et dynamiser l'industrie du liège, notamment par l'extension des superficies dédiées à cette activité et par une meilleure organisation de l'exploitation. Depuis l'indépendance, la production nationale de liège a suivi une courbe irrégulière, étroitement liée aux conditions d'exploitation et aux capacités

techniques des opérateurs. D'où la nécessité d'adopter des solutions durables pour réhabiliter cette ressource naturelle issue du chêne-liège.

À l'échelle nationale, la production annuelle moyenne est estimée à 60.000 quintaux, mais l'Algérie ambitionne d'atteindre des volumes plus élevés dans le cadre de la stratégie de développement forestier à l'horizon 2035.

Dans cette perspective, la Conservation des forêts d'Annaba, sous la supervision de la Cellule de l'information et de la communication, a récemment organisé une sortie de terrain dans la circonscription forestière d'Oued El Aneb. Cette initiative a permis d'effectuer une étude technique, d'ajuster le programme de récolte et de lancer l'élaboration de plans de



revalorisation et de réhabilitation des forêts productrices jusque-là peu exploitées.

L'objectif est clair : assurer une exploitation rationnelle, optimiser les rendements et augmenter, à moyen terme, le volume du liège de reproduction lors des prochains cycles. À Annaba, le liège ne relève plus seulement d'une tradition forestière, mais s'impose désormais comme un levier stratégique pour conjuguer développement économique et préservation environnementale.

Corée du Nord

Nouveau tir de missile vers la mer du Japon

Il s'agit du deuxième essai effectué par Pyongyang depuis le début de l'année après une salve de missiles tirée le 4 janvier, selon le monde fr.

La Corée du Nord a tiré mardi 27 janvier un « projectile » en direction de la mer du Japon, a annoncé l'armée sud-coréenne. Le ministère de la défense japonais a également écrit, sur X, avoir détecté un lancement de missile balistique présumé de la Corée



du Nord.
Il s'agit du deuxième essai

effectué par Pyongyang depuis le début de l'année après une

salve de missiles tirée le 4 janvier, quelques heures avant le départ du président sud-coréen, Lee Jae-myung, pour un sommet en Chine, et peu après la capture par les Etats-Unis du président vénézuélien, Nicolas Maduro.

La Corée du Nord a multiplié ses essais de missiles ces dernières années. Selon des analystes, cette campagne vise à améliorer ses capacités de frappe de précision, à défier les Etats-Unis et la Corée du

Sud, et à tester des armes avant de les exporter éventuellement vers la Russie.

Pyongyang s'apprête également à tenir dans les prochaines semaines un congrès du Parti des travailleurs de Corée, au pouvoir, le premier depuis cinq ans. En prévision de cette réunion cruciale, le dirigeant Kim Jong-un a ordonné l'« expansion» et la modernisation de la production de missiles du pays.

Immigration

Titres de séjour en hausse et régularisations en baisse en 2025, selon le ministère de l'intérieur

La France a délivré 384 230 premiers titres de séjour l'an dernier, en hausse de 11,2 % sur un an, mais le nombre de régularisations a baissé de 10,1 %, a annoncé, mardi, le ministère de l'intérieur, selon le monde fr.

La France a délivré 384 230 premiers titres de séjour l'an dernier, en hausse de 11,2 % sur un an, mais le nombre de régularisations a baissé de 10,1 %, a annoncé, mardi 27 janvier, le ministère de l'intérieur.

Au total 28 610 étrangers ont été régularisés, dans le sillage d'une circulaire de l'ex-ministre de l'intérieur Bruno Retailleau resserrant les critères, tandis que le nombre d'éloignements a augmenté de 15,7 %, avec 24 985 étrangers renvoyés, selon

les chiffres rendus publics par la direction générale des étrangers en France (DGEF).

Du côté de l'asile, une baisse de 3,7 % a été enregistrée en 2025 avec 151 665 demandes, déposées notamment par des ressortissants d'Ukraine, de République démocratique du Congo (RDC) et d'Afghanistan. « Il y a l'impact de la circulaire Retailleau », publiée en janvier 2025, « qui visait à rappeler le caractère exceptionnel » de ces régularisations et à en « durcir les conditions », a expliqué Guillaume Mordant, responsable du département statistique de la DGEF.

Baisse des demandes d'asile
Du côté des titres de séjour, « les titres étudiants sont toujours les premiers » motifs de délivrance

(118 000 au total), suivis des motifs humanitaires (+ 65 % à 92 600). Mais les titres délivrés pour motifs économiques ont reculé de 13 % sur un an, à 51 190 : « La baisse concerne les salariés (- 11 %) et le motif saisonnier (près de - 30 %) », a expliqué M. Mordant.

Le nombre d'interpellations d'étrangers en situation irrégulière a progressé de 30 % l'an dernier, concernant notamment des Algériens (+ 52 %), des Tunisiens (+ 33 %) et des Marocains (+ 19 %). Les éloignements ont, eux, augmenté de 15,7 % avec 24 985 étrangers renvoyés. En ce qui concerne les seuls éloignements forcés, ils ont augmenté de 21 %, à 15 569.

Du côté des demandes d'asile,



une baisse de 3,7 % a été enregistrée en 2025, avec 151 665 demandes, ce qui fait que « les demandes sont orientées à la baisse pour la deuxième année [de suite] », a noté M. Mordant. Les premiers pays de demandes en France ont été l'Ukraine, la RDC et l'Afghanistan (tous trois autour de 11 500 demandes),

suivies d'Haïti, du Soudan et de la Guinée.

Le taux d'accord a atteint 52 % l'an dernier. « Plus d'une demande sur deux s'est vue attribuer l'asile », ce qui marque une très forte hausse sur un an : « On était plutôt autour de 40 % il y a cinq ou six ans », a rappelé M. Mordant.

Gregory Bovino, visage de la militarisation de la lutte contre l'immigration de l'administration Trump, écarté de Minneapolis



Le responsable de la Customs and Border Protection, la police des frontières, qui revendique des méthodes agressives voire illégales, est au centre des critiques depuis que ses agents ont tué l'infirmier Alex Pretti lors d'une manifestation, selon le monde fr.

Avec ses méthodes expéditives et son long manteau vert olive à boutons de laiton, tout droit sorti, selon les critiques, d'une collection de la

Wehrmacht, Gregory Bovino était devenu le visage de la militarisation de la lutte contre l'immigration clandestine aux Etats-Unis. A Minneapolis (Minnesota), le policier,

responsable de la Customs and Border Protection (CBP), la police des frontières, l'une des agences fédérales chargée des opérations, s'était illustré par une répression particulièrement agressive contre les migrants présumés sans papiers mais aussi contre les manifestants protestant contre les méthodes de l'administration Trump.

Samedi 24 janvier, à Minneapolis, Gregory Bovino n'avait pas attendu trois heures

pour livrer ses conclusions sur la mort de l'infirmier Alex Pretti, tué de plusieurs balles tirées par les forces de la CBP. « Cela ressemble à une situation où un individu voulait faire un maximum de dégâts et massacrer les forces de l'ordre », avait-il assuré sans se soucier des vidéos montrant, quel que soit l'angle des prises de vues, un homme abattu, alors qu'il est à terre, roué de coups par cinq ou six policiers en tenue de combat.

L'Inde et l'UE signent un accord de libre-échange qui réduit les droits de douane dans de nombreux secteurs

New Delhi pourrait s'ouvrir un peu plus aux voitures et aux vins européens, en échange d'un meilleur accès en Europe pour ses textiles et ses médicaments, selon le monde fr. C'est un accord scellé après deux décennies de négociations discontinues : l'Inde et l'Union européenne ont finalisé un vaste accord de libre-échange commercial, a déclaré, mardi 27 janvier, le premier ministre indien, Narendra Modi, alors que les deux camps cherchent à se prémunir de relations plus délicates avec les Etats-Unis.

« Hier, un grand accord a été signé entre l'Union européenne et l'Inde », a salué Narendra Modi. « Cet accord va apporter des opportunités majeures » à la population indienne et aux populations européennes, a-t-il ajouté. « Nous avons conclu l'accord de tous les accords. Nous avons créé une zone de libre-échange de 2 milliards de personnes qui va bénéficier aux deux parties », s'est réjouie la présidente de la Commission de l'Union européenne (UE), Ursula von der Leyen, « l'Europe et l'Inde ont fait l'histoire aujourd'hui ».

Dans un contexte géopolitique incertain, ce pacte doit permettre aux deux parties de mieux se protéger de la concurrence chinoise et des effets de la guerre des droits de douane engagée par les Etats-Unis. « On dit dans le monde que c'est l'accord de tous les accords », s'est félicité M. Modi lors d'un discours prononcé à New Delhi avant sa rencontre, en fin de matinée, avec le président du Conseil européen, Antonio Costa, et son homologue de la Commission, Ursula von der Leyen. « Ce pacte va offrir de nombreuses opportunités au 1,4 milliard d'Indiens et aux millions d'habitants de l'UE », a-t-il ajouté, il « couvre environ 25 % du produit intérieur brut (PIB) et un tiers du commerce mondial ». Les derniers obstacles à la conclusion du texte ont été levés lundi lors d'ultimes tractations entre négociateurs. L'Inde et l'UE espèrent qu'il va doper leur commerce en réduisant les droits de douane dans de nombreux secteurs. En 2024, les deux parties ont échangé 120 milliards d'euros de marchandises – en hausse de près de 90 % en dix ans – et 60 milliards d'euros de services, selon l'UE.

L'accord prévoit une réduction drastique des taxes indiennes sur la quasi-totalité des importations européennes, en particuliers celles frappant les voitures, le vin et les pâtes, selon une déclaration de l'UE. Les droits de douane indiens sur les véhicules doivent ainsi passer de 110 % à 10 %, ceux sur les vins baisser de 150 % à 20 % et ceux sur les pâtes ou le chocolat, actuellement à 50 %, être totalement supprimés, selon Bruxelles, qui estime à 4 milliards d'euros le montant annuel de la réduction de ses taxes.

Bruxelles lorgne avec gourmandise l'immense marché que représente le pays le plus peuplé de la planète, avec son 1,5 milliard d'habitants et sa très forte croissance, de 8,2 % en glissement annuel au dernier trimestre. Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), l'Inde devrait rafler cette année au Japon le titre de quatrième économie mondiale, derrière les Etats-Unis, la Chine et l'Allemagne. Et elle pourrait monter sur le podium avant 2030, selon son gouvernement.

« Avantage concurrentiel » Pour sa part, New Delhi considère l'Europe comme une source indispensable des technologies et investissements dont elle a un cruel besoin pour accélérer sa modernisation et créer des millions d'emplois pour sa population.



sur les mouvements de travailleurs saisonniers, les échanges d'étudiants, de chercheurs ou de certains professionnels à forte qualification, ainsi qu'un pacte de sécurité et de défense.

« L'Inde et l'Europe ont fait un choix clair. Celui du partenariat stratégique, du dialogue et de l'ouverture », a encore souligné Mme von der Leyen sur X, « nous montrons à un monde fracturé qu'une autre voie est possible ». En matière de défense, New Delhi a diversifié ses achats de matériel militaire en s'éloignant de son fournisseur historique russe, tandis que l'Europe tente de faire la même chose vis-à-vis des Américains.

En Suède, la responsabilité pénale abaissée à 13 ans



La droite et l'extrême droite, soutenues par les sociaux-démocrates, disent vouloir

endiguer la criminalité. Mais cette mesure, qui sera appliquée à partir du 1^{er} juillet et pendant cinq

ans, est critiquée par les experts, selon le monde fr.

Huit établissements pénitentiaires sont en cours d'aménagement en Suède. A partir du 1^{er} juillet, ils devront accueillir – pour commencer – une centaine de jeunes de 15 à 17 ans, condamnés pour des faits graves de criminalité.

Jusqu'à présent, ceux-ci étaient pris en charge par les services sociaux et placés en général dans des centres fermés dédiés. Mais la coalition au pouvoir depuis octobre 2022, composée des conservateurs, des chrétiens-

démocrates, des libéraux et de l'extrême droite a décidé de sévir, dans l'espoir d'endiguer l'épidémie de violence qui secoue le royaume et implique des mineurs toujours plus jeunes. Lundi 26 janvier, le gouvernement a fait savoir qu'il était prêt à aller encore plus loin, annonçant son intention d'abaisser l'âge de la responsabilité pénale à 13 ans (contre 15 ans aujourd'hui) à partir du 1^{er} juillet, pour une période de cinq ans. Cette mesure est très contestée dans le pays nordique, où la plupart des agences gouvernementales

consultées ont émis un avis négatif.

Lors d'une conférence de presse à Stockholm, lundi, le ministre conservateur de la justice, Gunnar Strömmér, a assuré qu'il était « très conscient » des critiques formulées par les experts. Mais « nous devons également évaluer cela par rapport à une réalité concrète », a-t-il estimé, précisant que « les risques sont plus grands si nous continuons comme nous l'avons fait jusqu'à présent ». « Il s'agit de protéger la société », a-t-il martelé.

Les suppressions de postes d'enseignants seront plus importantes qu'attendu pour la rentrée 2026

Le ministère de l'éducation nationale a présenté lundi, avec un mois de retard, la répartition des moyens pour la prochaine rentrée. Le premier degré public perdra 2 200 postes et le second degré, 1 800, soit davantage que les suppressions de postes inscrites dans le projet de loi de finances pour le public, selon le monde fr.

Les représentants de la communauté éducative avaient beau savoir que le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 prévoyait des suppressions de

postes d'enseignants titulaires, ils n'en ont pas moins été décontenancés par l'ampleur des retraits d'emplois pour la rentrée 2026. Avec un mois de retard sur le calendrier habituellement millimétré de l'éducation nationale, en raison de l'absence de budget, le ministère a présenté, lors d'un comité social d'administration organisé lundi 26 janvier, la traditionnelle répartition des moyens entre académies pour l'année scolaire à venir. Et le coup de rabot est plus important qu'attendu.

Selon les documents fournis aux organisations syndicales, que Le Monde a pu consulter, à la rentrée 2026, les écoles primaires publiques perdront ainsi 2 229 « moyens d'enseignement », ainsi que sont désignés les professeurs titulaires ou stagiaires chargés de classes. Les collèges et lycées, plus de 1 800. C'est davantage que ce que laissait présager le projet de loi de finances 2026, lequel prévoit 1 891 suppressions de postes de titulaires dans le premier degré public, 1 365 dans le second degré public.



Cet ancien local qui a une chance réelle de jouer le Mondial 2026



Un seul rassemblement, celui de mars, c'est tout ce qui reste à Vladimir Petkovic pour faire ses choix finaux pour la Coupe du Monde 2026. Si le sélectionneur de l'Algérie a une idée concrète sur le groupe qu'il emmènera avec lui pour le Mondial 2026 l'été prochain (11 juin – 19 juillet),

quelques incertitudes perdurent. Spécialement au milieu de terrain où il y a une ou deux places à prendre. Surtout que certains Fennecs ne présentent pas de certitudes. Notamment sur le plan physique. Selon nos informations, parmi les recours réels, Yacine Titraoui (22 ans) se dégage.

Cela sonne comme une évidence en considération de ce que montre l'ancien pensionnaire du Paradou AC. Appelé en novembre dernier, l'actuel joueur du RC Sporting Charleroi n'a eu droit qu'à une vingtaine de minutes face au Zimbabwe avant de passer la rencontre sur le banc face à l'Arabie saoudite.

Ismaël Bennacer tributaire de sa forme

Finalement, Petkovic ne l'a pas pris pour la CAN 2025 même s'il a élaboré une liste de 28 Verts. Le driver a-t-il pour autant passé un trait sur son nom ? On apprend que non. En effet, Titraoui intéresse toujours le successeur de Djamel Belmadi qui voit en lui du potentiel. D'ailleurs, il pourrait le rappeler dès mars prochain. Pour l'occasion, on peut s'attendre à un "squad" un peu élargi pour donner l'opportunité à un maximum d'éléments.

Lors de la CAN 2025, le milieu de terrain a affiché quelques faiblesses. Notamment avec le forfait d'Ismaël Bennacer qui était revenu à un certain niveau avant de se reblesser. Les soucis physiques d'Isma, blessé – une nouvelle fois – dimanche avec le Dinamo Zagreb où l'AC Milan l'a prêté, font que Petkovic craigne de ne pas pouvoir compter sur lui en Coupe du Monde.

Un profil avec une réelle plus-value

Dès lors, il faut lui trouver des suppléants qui sont dans le même registre. Et c'est Titraoui qui se dégage dans le profiling. On voit chaque week-end avec son club qu'il peut apporter de la verticalité dans le jeu avec son gabarit petit et explosif doté d'un centre de gravité assez bas qui permet de changer le tempo et faire mal au bloc adverse. On est – toute proportion gardée – un peu dans le même style que Xavi et Iniesta avec des transmissions léchées et pertinentes.

Jeune et prometteur, comme beaucoup de joueurs (Maza, Hadj Moussa et Belghali entre autres) qui ont renforcé El-Khadra dernièrement, Titraoui est un pari d'avenir. On peut s'imaginer qu'il peut, d'ici la CDM 2026, se faire de la place dans l'entre-jeu. Certes, sa présence est conditionnée par les forces en présence mais on il y a une chance que les choses aillent dans le bon sens pour l'ex-Paciste.

JSK : Boudebouz revient en patron



Dans une période trouble que traverse la JS Kabylie, Ryad Boudebouz a montré qu'il restait un repère solide sur lequel l'équipe peut s'appuyer. Face aux FAR de Rabat, le meneur de jeu a livré une prestation de haut niveau, confirmant qu'au-delà du résultat, certains joueurs savent assumer leur statut quand le club en a le plus besoin.

À 35 ans, Boudebouz a été le véritable patron sur le terrain. Présent dans tous les bons coups, il a porté l'équipe,

orienté le jeu et assumé ses responsabilités sans jamais se cacher. Une attitude qui tranche avec le contexte actuel et qui mérite d'être soulignée.

Un leader sur le terrain

Durant toute la rencontre, Ryad Boudebouz a été au four et au moulin. À l'origine de la majorité des occasions dangereuses de la JSK, il a trouvé le poteau et obligé le gardien adverse à sortir le grand jeu sur une frappe bien placée qui prenait la direction des filets. À chaque prise de balle, il apportait le danger et

donnait le tempo. Mais son apport ne s'est pas limité à l'aspect offensif. Même après plus d'une heure de jeu, on l'a vu multiplier les efforts, revenir défendre, récupérer des ballons et replacer ses coéquipiers. Un comportement de leader, d'un joueur qui connaît le haut niveau et qui sait ce que représente le maillot de la JSK. Dans un groupe rajeuni et parfois déstabilisé par les événements récents, Boudebouz a été le moteur, celui qui a boosté les joueurs et leur a permis de rester

dans le match jusqu'au bout.

Le préserver, un bon choix

Il y a quelques jours encore, son nom circulait dans les discussions. Certains envisageaient son départ, le présentant comme une éventuelle monnaie d'échange ou une option à libérer. Une idée qui n'a finalement pas fait l'unanimité en interne. Car les responsables savent qu'un joueur de cette qualité et de cette expérience ne se remplace pas facilement. Il faut aussi rappeler que Ryad Boudebouz arrive en

fin de contrat en juin prochain. Un détail qui donne encore plus de valeur à son engagement actuel. Malgré cette situation, il continue de répondre présent, de donner le maximum et d'assumer son rôle de cadre, sans calcul. Quand tout va mal, il est facile de critiquer. Mais quand un joueur affiche un tel rendement et une telle mentalité, il faut savoir lui rendre justice. Samedi, malgré le nul, Ryad Boudebouz a été l'homme du match. Un vrai patron, sur et en dehors du terrain.

Les nouveaux propos délirants de la CAF sur l'affaire des serviettes

Plus d'une semaine après son dénouement, la CAN 2025 fait encore jaser après sa finale surréaliste. L'affaire des serviettes fait notamment parler et le président de la commission des arbitres de la CAF s'est fendu de propos délirants à ce sujet ces dernières heures.

Il y a plus d'une semaine, la CAN 2025 a rendu son verdict. En effet, après près d'un mois de compétition, le Sénégal, déjà vainqueur en 2021, est allé remporter la deuxième CAN de son histoire sur le sol marocain. Il serait simple de réduire la finale à cette simple phrase. Mais cela conviendrait d'occulter une finale surréaliste marquée par des événements qui ont terni l'image du football africain et qui ne cessent de diviser même une semaine après la fin de cette rencontre mouvementée entre Sénégalais et Marocains. En effet, après une belle compétition



organisée dans des conditions idéales, la finale a divisé tout le monde pour plusieurs événements qui font encore jaser. Outre les affrontements entre supporters sénégalais et les stadiers marocains et la décision des Lions de la Teranga de quitter le terrain après des décisions arbitrales qui ont fait polémique, l'affaire des serviettes a fait énormément parler. En effet, déjà face au Nigeria, des stadiers marocains s'étaient emparés

à deux reprises de la serviette de Stanley Nwabali. En finale, c'est allé encore plus loin. Pour prendre la serviette d'Édouard Mendy, plusieurs ramasseurs de balle se sont jetés sur Yehvann Diouf et lui ont couru après pour récupérer le tissu. Le gardien remplaçant du Sénégal, qui avait décidé de défendre son coéquipier, a été traîné au sol dans l'aire de jeu en plein match pour empêcher ce vol. Des images choquantes, d'autant

plus qu'Ismaël Saïbari avait également essayé de piquer le tissu au gardien de l'OGC Nice. Le président de la commission des arbitres de la CAF suscite

la polémique

Après ces moments assez édifiants, cet épisode revient encore sur le devant de la scène. Et alors qu'une nouvelle affaire de serviettes a éclaté au Maroc lors de la Coupe d'Afrique des clubs (Coupe de la CAF), à l'occasion de la rencontre entre le Wydad Casablanca et Maniema Union, avec des agents du stade Mohammed V qui ont tenté de s'emparer des serviettes de l'équipe congolaise, la CAF s'est exprimé ce lundi sur cet événement. Au micro de Canal+ Afrique, Olivier Safari, président de la commission des arbitres de la CAF, s'est fendu de propos assez dingues pour trancher sur cette affaire de serviettes qui divise le continent :

« C'est un problème que l'organisateur doit prendre en considération dans les compétitions à venir. La serviette n'est pas un équipement d'un joueur ou d'un gardien. Lorsqu'un gardien s'accompagne d'une serviette, ça doit être de manière très sportive et avec plus de fair-play. Dès lors que celui-ci commence à crier ou influencer le jeu, je pense que cette serviette doit être loin de cet espace de jeu. » Alors que tous les gardiens du monde ont une serviette à leurs côtés pour s'essuyer ou essuyer leurs gants, la CAF envisagerait donc d'empêcher ces derniers de s'en servir si cela crée des débordements en Afrique. Une déclaration ubuesque qui provoque l'indignation sur les réseaux sociaux depuis plusieurs heures. Olivier Safari, lui, semble donc se ranger du côté des stadiers marocains qui s'en sont pris à Yehvann Diouf.

Premier League : Une révélation de Premier League sur le point de filer entre les doigts du Real Madrid

Club solide au niveau de la formation, le Real Madrid amène souvent ses jeunes talents à s'éloigner pour poursuivre leur développement. Parti à l'AC Milan et Bournemouth, Alex Jiménez (20 ans) crève l'écran mais se retrouve sur le point de filer entre les doigts des Merengues.

Trent Alexander-Arnold et Dani Carvajal blessés, le Real Madrid doit composer avec Federico Valverde au poste de latéral droit. Si l'Uruguayen réussit à se montrer performant à ce poste, cela fait tache pour la Casa Blanca, d'autant quand dans le même temps un jeune issu du centre de formation écrase tout du côté de l'Angleterre. À l'image de Nico Paz qui brille de mille feux en Italie avec Côme, Alex Jiménez (20 ans) fait la même chose en Premier League avec Bournemouth. Pourtant arrivé au Real Madrid à ses 7 ans en 2012, celui qui avait débuté comme attaquant a doucement reculé pour devenir latéral droit. Toujours un membre de la Castilla à l'été 2023 où il s'épanouissait sous les ordres de Raul Gonzalez, il voyait l'AC Milan se présentait à lui pour l'attirer en prêt.

Quittant alors l'Espagne provisoirement, Alex Jiménez n'a pas vu sa progression se ralentir bien au contraire. Excellent avec la Primavera du club milanais, il a pu jouer 5 matches avec l'équipe première et ainsi tirer son épingle du jeu. Assez pour que l'AC Milan décide de débourser 5 millions d'euros à

l'été 2024 pour définitivement le recruter en levant l'option d'achat incluse dans son prêt. Le Real Madrid avait néanmoins été conscientieux en installant une clause de rachat dans le cadre de ce transfert. Remplaçant en première partie de saison, il devenait incontournable dès le mois de décembre et terminait titulaire sous les ordres de Sergio Conceição (28 apparitions, 2 passes décisives) et ce malgré la concurrence d'un Kyle Walker. Pourtant cet été, il a quitté l'Italie dans le cadre d'un prêt pour Bournemouth à l'arrivée de Massimiliano Allegri sur le banc milanais.

Le Real Madrid ne va récupérer que 7,5 millions d'euros dans cette vente

Peut-être refroidi par la gestion des jeunes joueurs par le coach italien, il a en tout cas été conquis par le discours de son compatriote Andoni Iraola sur le banc des Cherries. Ce dernier qui a d'ailleurs permis à des joueurs comme Milos Kerkez (Liverpool), Dean Huijsen (Real Madrid) et Illya Zabarnyi (Paris Saint-Germain) d'explorer et d'atteindre un top club cet été a parfaitement su intégrer Alex Jiménez dans ses plans. Disputant déjà 20 matches pour 1 but et 1 passe décisive sous ses nouvelles couleurs, Alex Jiménez est l'une des belles révélations de la Premier League cette saison. L'international U21 espagnol est même dans le viseur du sélectionneur Luis de la Fuente en vue de la Coupe du monde 2026 et il aura sa carte



à jouer alors que ses principaux concurrents sont Dani Carvajal, Pedro Porro et Marcos Llorente. Avoir un nouvel élément prometteur qui s'affirme, c'est une bonne nouvelle pour la sélection espagnole moins pour le Real Madrid. En effet, The Athletic a révélé que Bournemouth n'avait plus qu'à l'aligner lors deux matches où il devra disputer 45 minutes pour que le club anglais active la clause de 19,5 millions d'euros comprise dans son contrat. Sur les 20 matches auquel il a pris part avec les Cherries, il a disputé au moins 45 minutes lors de 16 rencontres et il faut qu'il atteigne le chiffre de 18 d'ici la fin de saison, quelque chose de facilement atteignable. Alors que

sa valeur marchande a explosé et qu'elle est passée de 100 000 euros à 18 millions d'euros en deux ans sur Transfermarkt, Alex Jiménez est amené à rester dans un premier temps à Bournemouth. Club vendeur, les Cherries pourraient se laisser tenter par une grosse vente lors des prochaines fenêtres de transfert. Cette clause est une bénédiction pour Bournemouth, moins pour le Real Madrid. Les Merengues vont certes faire une belle opération financière. Après les 5 millions d'euros obtenus lors du transfert du joueur pour l'AC Milan, ils vont obtenir 50% de la plus-value du transfert vers Bournemouth. Ainsi, l'AC Milan touchera les 5 premiers millions

d'euros tandis que les 14,5M€ restants seront partagés entre les deux clubs. Ce qui ferait au total un bénéfice de 12,25M€ pour les Merengues avec le transfert d'un joueur qui n'a jamais joué chez eux. Néanmoins, ce départ définitif à Bournemouth signifie aussi que la clause de rachat de la Casa Blanca disparaît et que les Cherries vont être totalement libres sur les droits économiques d'Alex Jiménez. Le club anglais va être le grand vainqueur de l'opération tandis que les Madrilènes malgré une compensation financière ne pourront pas faire de grosse vente ni même compter sur un excellent élément issu de la formation.



Ces « mini-séismes sur puce » pourraient bientôt transformer nos smartphones

Des chercheurs américains ont mis au point une technologie capable de générer et de contrôler des vibrations acoustiques à très haute fréquence sur une seule puce. Cette avancée permettrait de rendre les appareils sans fil plus compacts et plus performants, y compris les smartphones.

Voici une invention qui pourrait entraîner une petite révolution dans les appareils sans fil. Des chercheurs de l'université du Colorado, à Boulder, ont mis au point une technique pour générer de « minuscules tremblements de terre sur une puce », qui pourrait permettre notamment de réduire la taille des smartphones tout en améliorant leurs performances. Dans un article publié dans la revue *Nature*, les chercheurs présentent un laser à phonons à ondes acoustiques de surface. Les ondes acoustiques de surface ou SAW (Surface Acoustic Wave), comme leur nom l'indique, sont des vibrations à haute fréquence qui se déplacent à la surface d'un matériau.

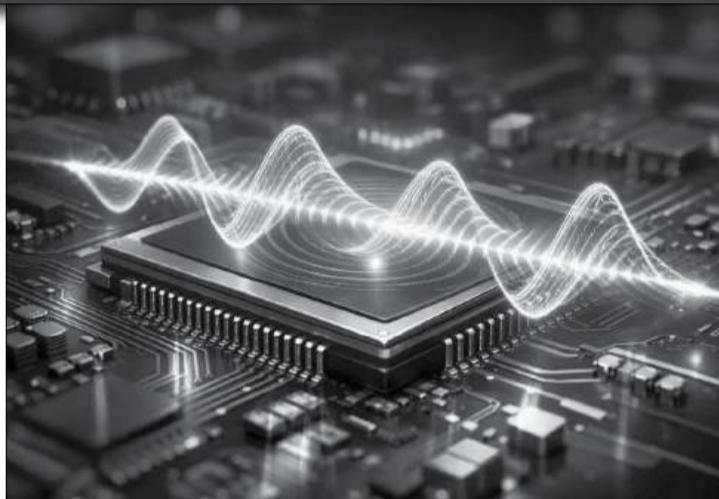
« Les dispositifs à SAW sont

essentiels à bon nombre des technologies les plus importantes au monde, explique Matt Eichenfield, l'un des auteurs de l'étude. On les trouve dans tous les téléphones portables modernes, les télécommandes, les ouvertures de porte de garage, la plupart des récepteurs GPS, de nombreux systèmes radar et bien d'autres encore. »

Dans un smartphone, par exemple, les ondes acoustiques de surface sont utilisées comme filtre. L'appareil reçoit un signal radio, qu'il convertit en vibrations afin d'éliminer le bruit, puis reconvertis en ondes radio. Habituellement, cette technologie s'appuie sur deux puces. Dans cette nouvelle étude, les chercheurs ont réussi à tout intégrer dans une seule puce, grâce à un laser à phonons.

Une intégration inédite sur une puce unique

Ils se sont inspirés de la diode laser, qui réfléchit la lumière entre deux miroirs microscopiques afin de la faire traverser un milieu amplificateur, ce qui crée un processus d'émission stimulée. Avec le laser à phonons, des vibrations



mécaniques sont piégées dans une cavité acoustique.

L'appareil est composé d'un wafer en silicium, le même matériau qui est utilisé pour la gravure des puces électroniques. Par-dessus, les chercheurs ont ajouté une couche piézoélectrique en niobate de lithium. Lorsque cette couche vibre, elle produit des champs électriques oscillants, et inversement. Ils ont aussi ajouté une fine couche d'arsénure de gallium-indium. Lorsqu'elle est soumise à un faible champ électrique, elle peut accélérer les électrons.

Lorsque la couche d'arsénure de gallium-indium est soumise à un courant électrique, elle crée des ondes dans la couche de niobate de lithium. Ces ondes avancent, sont réfléchies, puis reculent. En avançant elles sont amplifiées, en reculant elles perdent en intensité. L'onde « perd près de 99 % de sa puissance lorsqu'elle recule, nous avons donc conçu le dispositif pour qu'elle gagne considérablement en puissance lorsqu'elle avance afin de compenser cela », affirme Alexander Wendt, un autre des auteurs.

En Bref...



Des chercheurs irakiens et australiens ont utilisé l'intelligence artificielle pour créer un outil de diagnostic médical. Une simple image de la langue d'un patient suffit pour déterminer de quelle maladie il souffre, avec un taux d'erreur très faible.

Il est fréquent de devoir tirer la langue lors d'une consultation chez le médecin. L'aspect de celle-ci peut donner des indices sur de nombreuses maladies, une technique utilisée en Occident depuis plusieurs siècles et dans la médecine chinoise depuis près d'un millénaire. Cela a servi d'inspiration pour un groupe de chercheurs de la Middle Technical University en Irak et l'université d'Australie-Méridionale qui viennent de créer un nouvel outil de diagnostic.

Dans un article publié dans la revue *Technologies*, les chercheurs ont entraîné une intelligence artificielle sur 5 260 images de langues saines sous différents éclairages. Ils ont ensuite utilisé 60 images de langues à l'aspect abnormal, provenant de patients avec différentes pathologies comme le diabète, l'asthme, la Covid-19 ou encore une anémie.

Le diagnostic ne nécessite aucun matériel spécial, et s'appuie sur un ordinateur portable avec le logiciel Matlab, relié à une webcam USB Full HD (1 920 x 1 080 pixels) placée à 20 centimètres de la langue du patient. Selon les chercheurs, le système donne des résultats en temps réel et avec une précision de 98 %.

Le fait que ce système ne nécessite aucun équipement spécial signifie qu'il pourrait être facilement intégré dans un smartphone, utilisant la caméra de l'appareil pour fournir un premier diagnostic rapide. Si les résultats se confirment sur un échantillon de patients et de pathologies plus larges, un tel outil pourrait notamment changer la donne dans les régions du monde où l'accès à la médecine est très limité.

La chasse aux sous-marins entre dans une nouvelle ère avec ce drone autonome britannique

Pour traquer les sous-marins, la Royal Navy compte sur le Proteus de Leonardo, un drone hélicoptère imposant. L'appareil, qui a réalisé son premier vol d'essai, sera un élément clé de la nouvelle stratégie de lutte anti-sous-marine britannique.

Si les sous-marins sont de redoutables prédateurs, c'est grâce à leur furtivité. Difficile de les traquer lorsqu'ils sont sous l'eau. Pour y parvenir, la solution la plus efficace consiste à immerger ou poser sous forme de bouées des balises acoustiques et d'autres capteurs. Cette chasse aux sous-marins est généralement réalisée par des hélicoptères.

La Royal Navy compte plutôt sur un drone pour réaliser ce type de mission. Un drone qui est en fait un véritable hélicoptère robotisé. Il s'agit du Proteus et il est basé sur la cellule de l'hélicoptère AW09 de Leonardo. L'engin



vient tout juste de faire son vol inaugural au Royaume-Uni, à la base de Predannack, en Cornouailles.

L'aéronef pèse autour de trois tonnes et il est capable d'embarquer une charge utile d'une tonne. Il peut évoluer à une vitesse de pointe de 260 km/h. Comme il est débarrassé de son équipage est

de toute l'instrumentation, sa capacité d'emport en carburant supplémentaire lui donne une autonomie de vol de cinq heures. Sa soute modulaire lui permet d'embarquer des lanceurs de bouées acoustiques, un radar de recherche maritime, ainsi que d'autres capteurs et systèmes de communication.

Un traqueur de sous-marins

L'appareil sera interconnecté avec les hélicoptères Merlin et Wildcat, ainsi que les F-35B de la Navy pour partager les données recueillies. Il leur servira « d'extension » pour conserver les équipages éloignés du danger, puisque par nature un drone est sacrifiable.



Médéa engage la sauvegarde de son héritage Trois sites historiques placés sous protection urgente

Sara Boueche

La wilaya de Médéa vient d'obtenir un appui décisif dans la préservation de son patrimoine architectural. Le ministère de la Culture et des Arts a donné son feu vert au lancement, en urgence, de travaux de sauvegarde et d'aménagement sur trois sites historiques majeurs : la mosquée Mesdjen El-Atik de Ksar El-Boukhari, l'ancien bain de la maison de l'Émir Abdelkader, ainsi que le complexe patrimonial de Haouch El-Bey. Une décision motivée par l'état de dégradation avancé de certains monuments, dont l'histoire remonte à la fin du XVIII^e siècle.

La directrice de la Culture et des Arts de Médéa, Salima Gaoua, a précisé à l'APS que cette autorisation ministérielle porte sur trois projets distincts visant à préserver un patrimoine menacé par l'usure du temps et les aléas climatiques. Il s'agit, selon elle, d'une démarche globale de protection et de valorisation des



repères historiques de la région.

Le chantier le plus urgent concerne la mosquée Mesdjen El-Atik, édifice religieux emblématique de Ksar El-Boukhari. Datant de la fin du XVIII^e siècle, la structure présente aujourd'hui des signes inquiétants, notamment des fissures au niveau du minaret. « Une autorisation a été accordée pour lancer immédiatement des travaux de préservation », a indiqué Salima Gaoua. L'intervention vise à stabiliser le minaret, consolider

les fondations et sécuriser l'ensemble architectural afin d'éviter toute détérioration irréversible.

L'étude de restauration, finalisée depuis plusieurs mois, a été élaborée dans le cadre d'un partenariat réunissant le secteur des affaires religieuses, les collectivités locales et l'association de la mosquée Mesdjen El-Atik. Cette approche participative prévoit également l'extension et la consolidation de l'édifice, tout en respectant son cachet architectural. Un

aménagement des abords et des ruelles environnantes est également programmé, afin d'intégrer la mosquée dans une dynamique urbaine valorisante.

Le deuxième projet concerne l'ancien bain de la maison de l'Émir Abdelkader, construit au début du XIX^e siècle et aujourd'hui intégré au musée des arts et traditions populaires. Les travaux autorisés permettront de protéger l'édifice contre les infiltrations des eaux pluviales et la dégradation des espaces muséaux. Cette opération vise à préserver un lieu chargé de symbolique, témoin du mode de vie et de l'architecture de l'époque de l'Émir Abdelkader.

Le troisième axe porte sur le site de Haouch El-Bey, ancienne résidence des beys et lieu de séjour de l'Émir Abdelkader. Un projet muséal y est en cours d'élaboration. Selon Salima Gaoua, il pourrait être dédié au patrimoine immatériel local ou à l'archéologie. Des consultations avec des universitaires, des associations spécialisées et la société civile seront engagées

afin de définir la vocation scientifique et culturelle de cette future structure, destinée à mieux valoriser ce monument d'exception.

Parallèlement, la direction de la Culture prépare la création d'un secteur sauvegardé du vieux Ksar, en cohérence avec le projet de restauration du Mesdjen El-Atik. Une première étude, examinée en 2024 par la Commission nationale des biens culturels, avait soulevé des réserves liées au statut juridique et à l'état des bâtisses. Celles-ci ont depuis été levées et le dossier transmis de nouveau pour approbation.

À travers ces opérations, les pouvoirs publics réaffirment leur engagement en faveur de la protection du patrimoine de Médéa. Un héritage pluriséculaire qui, au-delà de sa valeur architecturale, constitue une mémoire vivante de l'histoire nationale et un levier essentiel pour la transmission culturelle et le développement local.

Patrimoine en péril La Palestine soumet 14 nouveaux sites à l'UNESCO pour une reconnaissance mondiale

Sara Boueche

L'Autorité palestinienne a officiellement engagé une nouvelle démarche auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en proposant l'inscription de quatorze sites culturels et naturels supplémentaires sur la liste indicative du patrimoine mondial. Cette initiative vise à renforcer la protection juridique et symbolique d'espaces historiques menacés, tout en affirmant la place de la Palestine dans l'histoire universelle des civilisations.

« La Palestine n'est pas uniquement un territoire traversé par un conflit politique, elle est d'abord une civilisation profondément enracinée dans l'histoire de l'humanité », a souligné Marwa Adwan, directrice générale par intérim du patrimoine mondial au ministère palestinien du Tourisme. Selon elle, la diversité patrimoniale constitue « la réponse la plus forte aux tentatives de



confiscation du récit historique », dans un contexte où les symboles culturels palestiniens sont régulièrement contestés.

La candidature, annoncée par le ministère du Tourisme et des Antiquités, cherche à obtenir une reconnaissance internationale pour des sites situés en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza, fortement affectés par les destructions liées à la guerre. Des experts estiment que plus de deux cents lieux historiques ont été endommagés

ou anéantis, un phénomène qualifié de « génocide culturel » tant il compromet la transmission de la mémoire collective palestinienne.

Avec ces nouvelles propositions, le nombre total de sites palestiniens inscrits sur la liste indicative passerait de dix à vingt-quatre. L'ensemble couvre un arc chronologique exceptionnel, allant des cités-Etats cananéennes datant d'environ 3000 ans avant J.-C. jusqu'au centre historique de



Gaza. Cette richesse témoigne d'une continuité civilisationnelle rare au Proche-Orient.

Parmi les sites soumis figurent des grottes préhistoriques, des itinéraires religieux, des ensembles d'architecture ancienne et moderne, ainsi que des lieux emblématiques tels que la grande mosquée Omari, édifiée il y a près de quatorze siècles, l'église Saint-Porphyré construite en 425, la ville historique de Naplouse et ses environs, la vallée du Bas-Jordan, les grottes d'habitation d'Al-Maghayir, ou encore les monastères du désert d'Al-Qods (El-Bariyah).

À travers cette démarche, la Palestine cherche non seulement à préserver ses monuments, mais aussi à défendre une mémoire menacée. Les autorités palestiniennes dénoncent l'effacement progressif du patrimoine culturel et l'instrumentalisation de l'archéologie à des fins d'appropriation territoriale. L'inscription à l'UNESCO apparaît ainsi comme un levier diplomatique et culturel pour sauvegarder l'héritage palestinien et l'inscrire durablement dans le patrimoine commun de l'humanité.



Réhabiliter une conscience nationale

Le Haut Conseil islamique remet en lumière l'héritage de Mouloud Kacem Naït Belkacem



Sara Boueche

Le Haut Conseil islamique s'emploie à raviver la mémoire d'une figure majeure de la pensée algérienne, dont l'œuvre, à la croisée de la tradition et de la modernité, demeure paradoxalement marginalisée dans les programmes officiels.

La Maison de la culture Mouloud Mammeri a abrité, dimanche, une rencontre académique d'un genre particulier. Loin des controverses

médiatiques et des joutes idéologiques, universitaires et responsables institutionnels se sont réunis pour faire revivre l'héritage intellectuel de Mouloud Kacem Naït Belkacem, un nom encore trop discret dans les manuels scolaires. Initié par le Haut Conseil islamique, en présence du wali Aboubakr Essedik Boucetta, ce colloque scientifique s'est articulé autour d'une interrogation centrale : comment expliquer que l'un des piliers de la pensée algérienne

contemporaine reste si peu connu des jeunes générations ?

Les communications présentées au fil des deux séances ont esquissé des éléments de réponse. Mouloud Kacem Naït Belkacem incarnait une posture devenue rare : celle du médiateur entre héritage et ouverture. Le président du Haut Conseil islamique, Dr Mabrouk Zaid El Kheir, a d'emblée souligné que revisiter son œuvre revient à redécouvrir « une école intégrée, capable d'élaborer un projet éducatif et culturel conciliant la fidélité aux références et les exigences de la modernité ». Une problématique au cœur même du parcours national : avancer sans rompre avec ses racines, s'ouvrir sans se dissoudre.

Dans un témoignage empreint de proximité intellectuelle, l'enseignant Mohamed Esseghir Belallam a rappelé que son maître « savait marier l'ouverture d'esprit et la rigueur conservatrice ». Une combinaison singulière qui explique sans doute l'actualité de sa pensée.

À l'heure des positionnements tranchés, son approche nuancée dérange autant qu'elle éclaire. Les analyses du Dr Mouloud Aouimer et du Dr Saïd Bouizri ont, dans cette perspective, mis en lumière « la critique intellectuelle et la modération active comme instruments de construction d'une personnalité nationale équilibrée ». Ni rupture radicale, ni enfermement identitaire : telle était la voie qu'il proposait. La seconde session a davantage exploré la dimension pédagogique de son œuvre. Loin d'un discours théorique désincarné, Mouloud Kacem Naït Belkacem pensait l'école comme un espace de formation globale. Ses réflexions sur « l'enseignement authentique » et le « discours civilisationnel » visaient à former des citoyens capables d'évoluer entre plusieurs horizons culturels sans perdre leur cohérence intérieure. Une vision qui trouve un écho particulier dans le contexte actuel de l'école algérienne, partagée entre arabisation, ouverture linguistique et valorisation de

tamazight.

Au terme des travaux, les participants ont estimé que la pensée de Naït Belkacem représente un « capital éducatif stratégique, apte à renforcer la conscience culturelle et à façonner une génération confiante dans son identité et lucide face aux défis futurs ». Pourtant, cet héritage reste sous-exploité. D'où l'appel à son intégration dans les politiques culturelles, éducatives et dans l'enseignement religieux. Reste à savoir si cette ambition relèvera du simple symbole ou d'une véritable réhabilitation institutionnelle. En consacrant la mémoire de Mouloud Kacem Naït Belkacem, le Haut Conseil islamique adresse néanmoins un message fort : celui d'une Algérie capable d'assumer la complexité de son identité sans la transformer en conflit idéologique. Le penseur l'avait formulé avec justesse : l'authenticité ne se construit pas dans le repli, mais dans le dialogue permanent avec soi et avec le monde. Une leçon dont la modernité demeure intacte.

«Je lutte contre un problème de santé depuis un certain temps» DJ Snake annule les prochains concerts de sa tournée internationale

La star est annoncée comme tête d'affiche dans plusieurs festivals en France cet été, comme à Toulouse, Cannes ou au château de Chambord.

DJ Snake, superstar française de la musique électro, a annoncé lundi 26 janvier devoir annuler les prochains concerts de sa tournée internationale en raison d'un «problème de santé» pour lequel il doit se faire opérer en février.

«Je lutte contre un problème de santé depuis un certain temps et il a fini par me rattraper. Après avoir parlé avec mes médecins, je dois subir une opération chirurgicale début février», a écrit William



Grigahcine (de son vrai nom) sur son compte X.

L'artiste de 39 ans a ajouté qu'il ne pouvait plus «repousser ou retarder» cette échéance. «J'aurai besoin d'un mois pour me reposer et récupérer complètement après ça», a-t-il prévenu.

«Cela signifie annuler tous mes concerts, y compris la tournée en Inde», qui devait démarrer dans quelques jours à Calcutta, a déclaré DJ Snake, sans plus de détails sur son retour à ce stade. «Je dois revenir à 100% et c'est la seule manière d'y arriver», a-t-il expliqué.

40 milliards de streams

La star est annoncée comme tête d'affiche dans plusieurs festivals

en France cet été, comme à Toulouse, Cannes ou au château de Chambord.

Avec plus de 40 milliards de streams et de nombreux tubes dont Disco Maghreb (2022) - hommage au son alaoui algérien et à ses racines maternelles - Noventa avec la star colombienne J Balvin et une reprise de Paradise avec le chanteur anglais Bipolar Sunshine, DJ Snake est l'un des artistes français les plus écoutés à l'international.

En 2025, il a rempli le même soir le Stade de France puis l'Accor Arena. Son dernier album, Nomad, est paru en novembre.

Concert...

La scène musicale algérienne s'apprête à vibrer au son du pop-folk algérien avec le concert très attendu de Chemsou Freeklane. L'artiste sera sur scène le vendredi 6 février 2026 à partir de 18h00, dans le cadre prestigieux de la Salle Ibn Khaldoun à Alger. Ce concert promet une soirée riche

en émotions, portée par des textes engagés, des mélodies entraînantes et une énergie scénique qui a déjà conquis un large public à travers le pays. Une occasion unique de (re)découvrir Chemsou Freeklane dans un cadre intimiste et ancré dans le patrimoine musical algérien.



Citation...

La famille des autres, c'est presque toujours amusant. Le problème, c'est la nôtre.

Judith Messier – Jeff!



Noix et cholestérol : quel est le moment idéal pour en manger ? La réponse d'une diététicienne

Riches en oméga-3, en fibres et en antioxydants, les noix sont les stars de la santé cardiovasculaire. Si leur efficacité pour faire baisser le «mauvais» cholestérol n'est plus à prouver, une question subsiste : quand faut-il les consommer pour maximiser leurs effets ? Mélissa De Guardia, diététicienne, nous éclaire sur le sujet. Les fruits à coque ne sont pas seulement de simples en-cas. Selon de nombreuses études, leur consommation régulière améliore significativement le profil lipidique. Ce pouvoir, elles le tirent d'un cocktail de nutriments spécifiques : graisses insaturées, phytostérols et fibres. Un bouclier naturel contre le cholestérol LDL «Ces nutriments contribuent activement à diminuer le taux de cholestérol LDL, améliorer le rapport entre cholestérol total et HDL et soutenir la santé cardiovasculaire globale», nous explique la diététicienne Mélissa De Guardia. En pratique, une petite poignée



quotidienne (environ 20 à 30 g) suffit pour observer un impact favorable sur le long terme, à condition qu'elle s'intègre dans une alimentation équilibrée. Existe-t-il vraiment un «moment magique» pour en manger ? Au-delà du simple fait de manger des noix, une autre interrogation s'impose fréquemment. Faut-il privilégier le matin à jeun ou le soir pour agir sur les graisses ? Pour notre experte,

la réponse est scientifique. «Ce n'est pas tant le moment de la journée qui compte que la régularité de la consommation». À ce jour, aucune donnée ne prouve que manger des noix à midi plutôt qu'au dîner change leur impact sur le sang. Les études se concentrent sur l'apport global hebdomadaire ou journalier. «En clair, il n'existe pas de «moment magique» pour manger des noix dans l'objectif spécifique

d'améliorer son cholestérol», assure Mélissa De Guardia. L'essentiel est de ne pas oublier votre portion quotidienne. Pourquoi le timing peut tout de même compter ? Si le moment de la prise n'influence pas directement le taux de cholestérol, il peut avoir des bénéfices indirects selon vos habitudes :

- Au petit déjeuner : Elles favorisent la satiété et aident à réguler l'appétit jusqu'au déjeuner ;
- En collation : Elles constituent une excellente alternative aux produits ultra-transformés ou sucrés ;
- Pendant les repas : Elles remplaceront des graisses moins saines (beurre, crème) par de bons acides gras. Le meilleur moment est donc celui qui vous permet de maintenir cette habitude sans craquer pour d'autres grignotages. «L'essentiel est de choisir un moment qui permet une consommation régulière et maîtrisée»,

souligne la diététicienne. Comment bien les consommer pour protéger son cœur ? Pour que les noix restent un atout santé, quelques règles de bon usage s'imposent. Mélissa De Guardia conseille de «privilégier les noix nature, non salées et non grillées» et de veiller à les consommer «à la place d'autres sources de graisses saturées plutôt qu'en supplément». N'oubliez pas que les noix sont denses en énergie. Une consommation excessive sans ajustement global peut entraîner une prise de poids, ce qui nuirait aux bénéfices recherchés. De plus, la lutte contre le cholestérol est globale : les noix sont un outil précieux, mais elles doivent s'accompagner d'une activité physique et, si nécessaire, d'un suivi médical adapté. Enfin souvenez-vous : la clé du succès n'est pas l'heure à laquelle vous craquez pour les noix, mais la constance de votre consommation et la qualité du produit choisi.

Ces 5 réflexes matinaux peuvent tout changer pour votre tension artérielle

L'hypertension artérielle est une pathologie à prendre au sérieux, car elle peut augmenter votre risque de maladie cardiaque ou d'accident vasculaire cérébral. Pour la maîtriser, voici cinq petits gestes faciles, à adopter dès votre réveil. Adopter une bonne hygiène de vie est essentiel pour mieux contrôler son hypertension artérielle. Pour y parvenir, cinq habitudes simples peuvent être intégrées dès le matin. Ces conseils sont issus des recommandations de deux diététiciennes américaines, relayées par le média Eating Well. Boire un verre d'eau dès le réveil «Après une nuit de jeûne, réhydrater votre corps peut aider à maintenir un bon volume sanguin et une circulation saine» explique Erin Palinski-Wade, diététicienne agréée. «Une hydratation adéquate permet à vos vaisseaux sanguins

de fonctionner de manière optimale et aide à prévenir les pics de tension artérielle». Un constat approuvé par sa consœur, Trista Best. «L'hydratation est essentielle pour assurer une bonne circulation du sang dans vos artères. Elle maintient le volume sanguin, ce qui est essentiel pour une tension artérielle stable». Prenez donc l'habitude de débuter votre journée par un grand verre d'eau. Faites une marche rapide. La seconde habitude matinale bénéfique pour votre tension artérielle est de sortir marcher. Cette activité physique simple «contribue à renforcer le muscle cardiaque et à améliorer son efficacité, ce qui peut améliorer votre forme cardiovasculaire et contribuer à réduire votre tension artérielle au repos», explique Erin Palinski-Wade. Gérer son stress Le stress peut être négatif pour la santé. Apprendre à le gérer peut donc être une stratégie utile

pour contrôler votre tension artérielle. «Passez cinq à dix minutes à faire des exercices de respiration profonde ou de méditation permet de réduire le stress et vos niveaux de cortisol» conseille Trista Best. «Ce type de pratiques, comme la respiration profonde ou la méditation, activent le système nerveux parasympathique, favorisant la relaxation et réduisant les hormones du stress comme le cortisol» confirme Erin Palinski-Wade. Prenez un petit-déjeuner sain pour votre cœur Prenez l'habitude de consommer un petit-déjeuner sain, le matin, afin d'aider votre tension artérielle à se stabiliser. «Un petit-déjeuner équilibré, riche en fibres, en potassium et en magnésium, favorise la santé cardiovasculaire» recommande Erin Palinski-Wade. Elle recommande de manger par exemple une tranche de pain grillé à l'avocat sur du pain complet au petit-déjeuner.



Etsurtout, de limiter les aliments transformés et emballés, qui sont souvent riches en sodium. Car «un excès de sodium peut provoquer une rétention d'eau et augmenter la tension artérielle» prévient l'experte. Au contraire, elle recommande de consommer des aliments contenant du potassium, pour contrer les méfaits du sodium. Bananes, raisins secs, pruneaux et abricots secs sont de bonnes sources de ce minéral. A consommer le matin, seuls ou accompagnés d'un laitage. Évitez la caféine dès votre réveil. Boire une tasse de café dès le réveil peut faire grimper votre taux de cortisol. Ce qui risque d'augmenter votre tension artérielle. «Hydratez-vous d'abord et attendez 30 à 60 minutes après votre réveil pour boire votre café du matin» recommande Trista Best. «Et si vous ne pouvez pas commencer votre journée sans le goût du café, prenez une tasse de décaféiné pour tenir le coup».



Se sentir belle pour de vrai Réconcilier l'image de soi avec son corps

Sara Boueche

Dans une société saturée d'images retouchées, de normes esthétiques fluctuantes et d'injonctions silencieuses, la question de la beauté ne relève plus seulement de l'apparence, mais d'un rapport intime à soi. Se sentir réellement belle ne consiste pas à correspondre à un modèle imposé, mais à construire une relation apaisée, respectueuse et consciente avec son propre corps.

La beauté, une construction intérieure avant tout

La recherche en psychologie sociale montre que l'estime corporelle est étroitement liée au bien-être émotionnel. Autrement dit, la façon dont une personne perçoit son corps influence sa confiance, ses relations et même sa capacité à s'exprimer. Or, beaucoup confondent beauté et conformité : taille, poids, peau, cheveux deviennent des critères de valeur. Pourtant, le corps n'est pas un objet à corriger, mais un

espace à habiter.

Se sentir belle commence par reconnaître que le corps est fonctionnel avant d'être esthétique : il respire, marche, porte, ressent, protège. Le regarder uniquement sous l'angle du défaut empêche d'en percevoir la richesse.

Apprendre à écouter plutôt qu'à juger

Être en accord avec son corps suppose un changement de posture : passer du contrôle à l'écoute. Cela signifie prêter attention à ses besoins repos, mouvement, alimentation équilibrée, émotions sans tomber dans l'excès ou la contrainte. Le corps n'a pas besoin d'être puni pour être aimé, mais accompagné pour être compris.

Dans une approche saine, l'activité physique n'est pas une obligation esthétique, mais un moyen de se sentir vivant. De même, l'alimentation n'est pas une restriction, mais une manière de nourrir son énergie et sa concentration.

Se détacher du miroir social

Les réseaux sociaux, la publicité et parfois même l'entourage produisent un "miroir social" qui dicte ce que devrait être un corps acceptable. Or, ces images sont souvent filtrées, scénarisées, irréalistes. Comparer son quotidien à une vitrine numérique crée une fracture entre ce que l'on est et ce que l'on croit devoir être. Se sentir belle implique donc un acte de résistance douce : refuser la comparaison permanente et replacer la valeur personnelle ailleurs que dans l'apparence. La beauté devient alors une expression de personnalité, de posture, de regard, de parole.

La cohérence entre corps et identité

L'accord avec son corps passe aussi par la cohérence intérieure. Quand une personne s'accepte, sa gestuelle se libère, son langage devient plus assuré, sa présence plus lumineuse. La beauté ne se limite plus au visible, elle devient perceptible.

Les études en communication



non verbale montrent que la confiance modifie la façon dont un individu est perçu. Ce n'est pas la perfection qui attire, mais l'authenticité.

Se sentir réellement belle ne relève ni d'un maquillage précis, ni d'un vêtement parfait, ni d'un chiffre sur une balance. C'est un processus lent, parfois fragile, mais profondément humain : apprendre à se parler avec

respect, à habiter son corps sans honte, à reconnaître sa singularité comme une force.

Dans un monde qui pousse à se transformer sans cesse, la véritable élégance consiste peut-être à se réconcilier avec ce que l'on est déjà.

Car la beauté la plus stable n'est pas celle que l'on montre, mais celle avec laquelle on vit.

Manger du pain sans grossir

Les nutritionnistes misent sur une méthode simple mais redoutablement efficace



Vous pensiez devoir bannir le pain, les pâtes et le riz pour réussir votre perte de poids ? Longtemps accusés de faire grimper la balance et d'empêcher de s'affiner, ces féculents font leur grand retour. De nouvelles études révèlent comment les réintégrer intelligemment dans votre régime pour brûler des calories sans frustration et atteindre enfin vos objectifs minceur.

Le problème avec le pain blanc et le riz classique lors d'un régime, c'est leur impact sur la glycémie et leur teneur en glucides simples : ils sont digérés trop vite, ce qui pousse à grignoter et freine l'amincissement. Pourtant, il est possible de continuer à en manger tout en surveillant sa ligne. Grâce à une technique de

cuisson spécifique, vous pouvez modifier le profil nutritionnel de ces aliments sur votre corps, booster la perte de gras et éviter les excès alimentaires qui ruinent vos efforts pour maigrir.

Pour réussir sa perte de poids, il est crucial de comprendre ce qui se

passe à l'intérieur de votre corps. Lorsque vous consommez du sucre, votre organisme le convertit immédiatement en glucose, sa source d'énergie principale. C'est ici que tout se joue pour votre ligne : le pancréas libère de l'insuline, l'hormone clé du

stockage. Tant que l'insuline reste élevée, le corps verrouille l'accès aux graisses et stocke l'excédent de sucre. Pour mincir, l'essentiel n'est donc pas seulement de manger moins, mais de maîtriser ces pics hormonaux. Heureusement, une astuce scientifique de préparation permet d'y parvenir sans bannir les féculents.

Il s'agit de la rétrogradation. En refroidissant après cuisson, l'amidon change de structure et devient « résistant ». Plus difficile à digérer, il nourrit le microbiote, prolonge la satiété et lisse la glycémie. Le pain, le riz ou les pâtes refroidis s'enrichissent ainsi en amidon résistant, ce qui peut réduire leur impact glycémique de près de 30 %.

Ces effets intéressent aussi la recherche sur le poids. Une étude publiée en 2024 dans Nature Metabolism a observé qu'un apport régulier en amidon résistant pendant plusieurs semaines était associé à une perte de poids plus marquée, ainsi qu'à une baisse de l'inflammation et de la résistance à l'insuline. Pour en profiter, la méthode est simple : congelez votre pain et passez-le au grille-pain, ou laissez refroidir vos féculents (pâtes, riz, pommes de terre) au frigo avant de les consommer, même réchauffés. En somme, il ne s'agit pas de se priver de tout, mais simplement de faire preuve d'un peu de patience : en laissant reposer vos plats, vous transformez un ennemi de votre régime en un allié santé.

Sourcils trop épilés : Ce vieux remède transmis par nos grands-mères répare enfin les dégâts

Pour retrouver une ligne fournie et un regard avec du caractère, la solution ne se trouve pas dans un gadget technologique, ou même une technique invasive, mais dans une routine de soin. Tout repose sur un duo infaillible qui agit en synergie : un elixir végétal ultra-nourrissant et une gestuelle

précise pour relancer la machine cellulaire. Pour démarrer, on se munit donc d'une huile de ricin, star incontestée des remèdes naturels pour la poussée des poils et l'on applique sur des sourcils parfaitement démaquillés. Son secret ? Grâce à sa composition riche en acides gras essentiels

et en vitamine E, elle pénètre en profondeur dans le poil pour fortifier le bulbe et favoriser l'apparition de nouveaux poils. Il ne faut pas se contenter de déposer l'huile tous les soirs, mais la coupler à un massage, étape cruciale trop souvent oubliée. En effectuant de petits

mouvements circulaires avec la pulpe de l'index, on crée une micro-stimulation sanguine. Cela permet d'apporter plus d'oxygène et de nutriments à la racine du poil, «réveillant» ainsi les follicules pileux entrés en phase de repos après des années de traque à la pince. On répète ces

gestes quotidiennement pendant deux minutes, de l'intérieur vers l'extérieur pour ne pas négliger le côté liftant. Pour que la magie opère, l'huile doit agir toute la nuit.

Sur les réseaux, les fans de BTS dénoncent des revendeurs de billets peu scrupuleux



Samedi 24 janvier 2026, le groupe de K-POP BTS a vendu en quelques minutes toutes les places pour ses concerts au Stade de France. Certains comptes Instagram proposent des services de revente de billets qu'ils présentent comme « fiables »

Quarante minutes, c'est tout ce qu'il aura fallu pour que l'ensemble des billets pour les concerts du groupe de K-pop BTS soient vendus. Le groupe, qui était en

retrait depuis quatre ans, obligé d'effectuer le service militaire obligatoire en Corée du Sud, est revenu en annonçant un nouvel album et une tournée mondiale. Avec seulement deux dates au Stade de France les 17 et 18 juillet 2026, la mission pour obtenir une place s'avérait presque impossible. Jusqu'à plus de 700.000 personnes se sont connectées en même temps sur la plateforme Ticketmaster dans l'espoir de se voir attribuer le sésame, dont le prix était compris entre 78,50

euros et 267 euros pour les meilleurs emplacements. Bien évidemment, avec une capacité entre 80.000 et 100.000 places, il était impossible pour le Stade de France d'accueillir tous ces fans. Mais certains sont prêts à tout pour voir leurs idoles, quitte à passer par l'intermédiaire de revendeurs. Ces derniers sont souvent remis en question par les internautes sur les réseaux sociaux. Organisation

Pour rappel, selon la loi, il est interdit de revendre des titres de concerts sans l'autorisation du producteur du spectacle. La sanction pour avoir exercé cette activité de manière habituelle est de 15.000 euros, et de 30.000 euros en cas de récidive. Ces revendeurs se présentent d'abord comme des pros de l'achat de billets de concerts qui veulent aider les fans. Ils partagent leurs techniques pour obtenir des places. Sur les réseaux, adrientickets se présente comme un « Concert Tickets Expert » et une conciergerie de revente de tickets. Sur TikTok ou Instagram, il poste des vidéos dans lesquelles il donne également des techniques pour obtenir des tickets. Pour BTS, il a

notamment encouragé plusieurs fois ses abonnés à participer à la prévente payante, pour avoir plus de chance d'obtenir un ticket. Il donne également des conseils sur les meilleures places à choisir suivant le plan des concerts.

Il affirme vouloir aider les fans : « Mon rôle est de te simplifier la vie et de sécuriser ton achat ». Selon ses propres mots, son « équipe » et lui-même se chargent de trouver des tickets pour n'importe quel concert complet et les revendent sur WhatsApp. Ces derniers proviennent de son propre « stock » de billets, d'autres de son « réseau de revendeurs ». Il prévient aussi : « Soyons transparents, les prix de revente sont plus chers que les prix officiels [...] Tout va vraiment dépendre de l'artiste, de la demande, et de la catégorie ». Toujours selon ses vidéos, ce que le client paye, « c'est surtout la tranquillité d'esprit ».

Remis en cause sur les réseaux Cependant, dès que l'on regarde les commentaires de ces vidéos, on constate rapidement que certains sont sceptiques, voire critiques de sa démarche. « Même si ta pratique se veut positive et

transparente pour les fans, elle est négative pour le marché des tickets de concerts dans le sens où tu es juste un revendeur qui vend aussi + cher pour en faire un commerce » déclare @salvatore_nightwing.

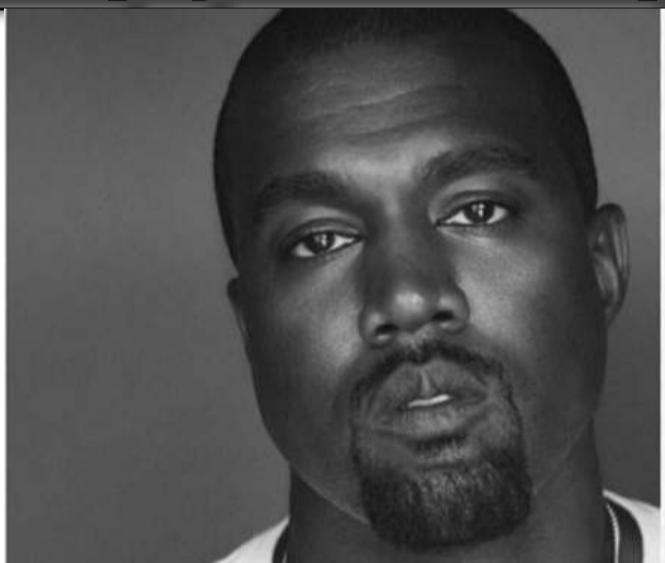
Des influenceuses connues de la communauté des fans de BTS rejettent également cette pratique. Ainsi, celia.michiko, suivie par près de cinquante mille personnes affirme avoir reçu des extraits de conversation entre « adrientickets » et ses followers dans lesquelles il aurait énoncé des prix trois fois plus chers que les prix de vente officiels. Elle affirme avoir été contactée par « adrientickets » pour faire une collaboration. De son côté, Adrien a fait une vidéo réponse, dans laquelle il explique ne pas arnaquer les gens.

Cette histoire remet en lumière le problème des ventes de billet à chaque prestation de stars internationales en France. Le système de vente de billetterie Ticket master est également souvent remis en question par les consommateurs.

Kanye West se défend d'être nazi ou antisémite et met ses dérapages sur le compte de ses troubles mentaux

Kanye West affirme dans une lettre publiée dans le Wall Street Journal qu'il n'est « ni nazi, ni antisémite » et met en avant ses troubles bipolaires pour expliquer ses actions

Le rappeur Kanye West, auteur il y a quelques mois d'une chanson célébrant Adolf Hitler, assure lundi dans une lettre publiée dans le Wall Street Journal qu'il n'est « ni nazi, ni antisémite », mettant en avant ses troubles mentaux. En 2024, il avait mis ses propos antisémites sur le compte de l'alcool. Le musicien de 48 ans, qui a perdu ces dernières années de nombreux fans et plusieurs contrats commerciaux après des sorties antisémites ou racistes, a publié « Heil Hitler » le 8 mai, à l'occa-



casion du 80e anniversaire de la défaite de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Banni des grandes plate-

formes de streaming mais facile à retrouver sur Internet le titre a notamment valu à son auteur de se voir annuler un visa pour

l'Australie.

Souffrant depuis des années de troubles bipolaires, Kanye West, qui a changé son nom pour Ye, explique dans une page payante du journal que lorsqu'il « on est en phase maniaque, on ne pense pas être malade ». « On a l'impression que ce sont les autres qui exagèrent. On a l'impression de voir le monde plus clairement que jamais alors qu'en réalité on est en train de perdre complètement pied », poursuit l'artiste aux 24 Grammys, autrefois célébré pour son écriture musicale originale et ses productions à succès.

« J'aime le peuple juif »

« Je regrette mes actes dans cet état et j'en suis profondément mortifié. Je m'engage à assumer

mes responsabilités, à suivre un traitement et à opérer des changements réels et durables. Cela n'excuse en rien ce que j'ai fait. Je ne suis pas nazi ni antisémite. J'aime le peuple juif », dit-il encore.

En décembre 2023 déjà, le rappeur s'était excusé auprès de la communauté juive après avoir déclaré quelques mois plus tôt qu'il « adorait les nazis ». En 2022 il avait également suscité l'indignation en s'affichant avec le slogan « White Lives Matter » (« La vie des Blancs compte », détournant le célèbre slogan « Black Lives Matter ») et s'était rendu à un dîner chez Donald Trump avec le suprémaciste blanc antisémite Nick Fuentes.

Charlotte Casiraghi publie un livre de réflexion littéraire et philosophique

Charlotte Casiraghi, la nièce du prince Albert II de Monaco, publie jeudi un premier livre en solo, «La félure» (Julliard), présenté comme «une enquête littéraire et philosophique sur les fragilités de l'existence».

«Ce livre n'est pas un traité, ni un récit, encore moins une confession», indique l'éditeur en présen-

tant l'ouvrage de 380 pages. Féru de littérature, Charlotte Casiraghi, 39 ans, précise avoir écrit «une enquête vivante, littéraire, et, je l'espère, brûlante» sur «les petites et les grandes tragédies de notre sort partagé».

Elle s'inspire pour cela de personnalités, notamment d'écrivains, qui «ont marqué» son parcours, comme Marguerite Duras, la poé-

tesse Anna Akhmatova, le chanteur J.J. Cale ou le navigateur Bernard Moitessier.

Elle s'appuie en particulier sur une nouvelle du romancier américain Francis Scott Fitzgerald, qui a «osé dire ce que beaucoup taient: qu'une vie peut se briser de l'intérieur, sans événement spectaculaire, sans drame visible». «On m'a souvent réduite à une

image sur papier glacé, à une vie de rêve et de priviléges», écrit Charlotte Casiraghi dans l'introduction de «La félure», en faisant allusion à la médiatisation de la famille princière de Monaco. «Ce livre répond sans doute à un besoin de déchirer cette surface, de ne plus être perçue comme une fonction désincarnée ou une abstraction, même s'il est tout sauf

une confession ou une occasion de me livrer sans fard ni voiles sur les événements de ma vie», ajoute-t-elle.

Présidente des Rencontres philosophiques de Monaco, la fille de la princesse Caroline a co-écrit en 2018 avec le philosophe Robert Maggiori «Archipel des passions» (Seuil), autour de «la question du sensible».

Ghaza : L'UNICEF intensifie ses efforts pour le retour à l'école de près de la moitié des enfants

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé mardi avoir donné une nouvelle impulsion à son programme d'urgence pour le retour à l'école des enfants de la bande de Ghaza, visant désormais près de la moitié des jeunes du territoire palestinien en âge d'être scolarisés.

"L'Unicef intensifie ses efforts d'apprentissage à Ghaza, dans le cadre de l'un des plus vastes programmes d'urgence jamais déployés au monde. Notre programme de retour à l'école va bénéficier à 336.000 enfants", a indiqué le porte-parole de l'UNICEF, James Elder, devant des journalistes à Genève.

Selon les estimations du ministère de l'Education palestinien, Ghaza compte plus de 758.000 enfants en âge d'être scolarisés.

"Près de deux ans et demi d'attaques contre les écoles de



Ghaza ont mis en péril toute une génération. Actuellement, 60% des enfants en âge d'être scolarisés n'ont pas accès à un enseignement en présentiel (...) et plus de 90% des écoles ont été endommagées" pendant l'agression sioniste contre l'enclave palestinienne,

a-t-il ajouté. Parmi les enfants âgés de 5 à 18 ans, environ la moitié étaient ou sont pris en charge dans les écoles ou via les cours en ligne de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).

L'UNICEF affirme avoir réussi

où les cours sont dispensés par des bénévoles et des enseignants déjà en poste. Ces centres d'apprentissage "redonnent aux enfants des informations essentielles et leur offrent une routine quotidienne. Ils permettent aux filles et aux garçons d'accéder aux services de santé, de nutrition et de protection", a ajouté le porte-parole.

Pour venir en aide à ces enfants, l'UNICEF, qui a déjà acheminé sur place plus de 4.400 kits de loisirs et 240 cartons scolaires, a besoin "de toute urgence" de 86 millions de dollars pour 2026.

"Ce n'est qu'une étape, et non un substitut à la restauration complète des écoles de Ghaza, afin que chaque enfant puisse reprendre une scolarité normale", a-t-il conclu, espérant que "tous les enfants en âge d'être scolarisés pourront reprendre les cours en présentiel en 2027".

Tindouf : Inauguration de la gare ferroviaire de Gara Djebilet

Une délégation ministérielle a supervisé, mardi, la cérémonie d'inauguration de la gare ferroviaire du gisement de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la concrétisation du projet minier intégré visant l'exploitation de l'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde, ainsi que le renforcement des infrastructures de transport ferroviaire dans le Sud-ouest du pays.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, et de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie et des Mines, chargée des Mines, Mme Karima Bakir-Tafer, ainsi que des autorités locales et des responsables des entreprises nationales chargées



de la réalisation du projet. A cette occasion, l'importance stratégique de cette gare a été soulignée, notamment pour assurer le transport du minerai de fer depuis le site d'exploitation vers les zones de transformation et

d'exportation, en passant par Béchar puis Oran, contribuant ainsi à dynamiser l'activité économique et le développement de la région. La gare ferroviaire de Gara Djebilet s'inscrit dans le cadre de la ligne minière ouest, qui

s'étend jusqu'à la wilaya de Béchar sur une distance de 950 km, reliant le gisement de Gara Djebilet au réseau ferroviaire national.

La réalisation a pris en compte le respect des normes techniques modernes, permettant d'assurer des opérations de chargement et de transport efficaces et régulières, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. Les intervenants ont affirmé que cette réalisation constitue un jalon essentiel dans le processus de valorisation des ressources minières nationales. Elle contribuera également à la création d'emplois directs et indirects, à la stimulation de l'investissement, ainsi qu'à la facilitation de la mobilité des habitants de la région. L'inauguration de cette gare reflète l'engagement des pouvoirs publics à concrétiser une vision de développement intégré pour les wilayas du Sud, fondée sur l'exploitation des richesses naturelles et le développement des infrastructures de base, renforçant ainsi la sécurité économique et soutenant la diversification des sources de revenus nationaux.